

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
MINES DE CHARBON FRANÇAISES
DEPUIS LA GUERRE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Vendredi 21 juin 1929, à 3 heures du soir,

PAR

Bernard LE DESCHAULT DE MONREDON



BORDEAUX
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
Y. CADORET
3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

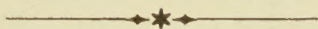
—
1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
MINES DE CHARBON FRANÇAISES
DEPUIS LA GUERRE



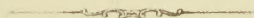
THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Vendredi 21 juin 1929, à 3 heures du soir,

PAR

Bernard LE DESCHAULT DE MONREDON



BORDEAUX
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
Y. CADORET
3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

—
1929

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

- MM. SAUVAIRE-JOURDAN,  I.; BARDE,  I.; LESCURE,  A.,  ;
DE BOECK,  I.; NOAILLES,  A.
- MM. FERRON,  I., Doyen, professeur de *Droit commercial*.
BENZACAR,  I., professeur d'*Economie politique*.
FERRADOU,  I., Assesseur du Doyen, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit privé* et d'un cours d'*Histoire du droit public* (Diplômes d'études supérieures).
MARIA,  I., professeur de *Droit romain*.
MARGAT,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).
BONNEGASE,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).
PALMADE,  A.,  , professeur de *Droit civil*.
VIZIOZ,  A., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).
BONNARD,  I.,  , professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel* (Diplôme d'études supérieures).
POPLAWSKI,  A., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.
BOYÉ,  , professeur de *Droit romain*.
MOUNIER,  A., professeur d'*Économie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).
BIBIÉ,  ,  , professeur de *Droit international public*.
RÉGLADE, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.
GARRIGOU-LAGRANGE, agrégé, chargé d'un cours de *Législation financière* (3^e année), d'un cours d'*Economie politique* (Diplôme d'études supérieures) et d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).
LABORDE-LACOSTE,  A., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.
HUBRECHT, chargé de cours (*Droit romain*, 1^{re} année de licence).
ROUSSEAU, chargé de cours (*Droit public*).

- M. BEAUDUN,  I., Secrétaire.
M^{me} COSTES, Secrétaire adjointe.
M. SALINGARDES,  I., Bibliothécaire.



COMMISSION DE LA THÈSE

- | | |
|--------------------------------|----------------|
| MM. BENZACAR, professeur..... | Président. |
| MOUNIER, professeur | } Suffragants. |
| GARRIGOU-LAGRANGE, agrégé..... | |

LES MINES DE CHARBON FRANÇAISES

DEPUIS LA GUERRE

INTRODUCTION

Deux considérations surtout nous ont amené à étudier ce sujet, à le choisir comme thème de ce modeste travail. C'est d'abord la place considérable qu'a toujours tenue et que tient encore le charbon dans la vie économique d'un pays et c'est aussi la situation actuelle de ce combustible, qui, aussi bien au point de vue juridique qu'au point de vue économique, est en pleine période de transformation.

« Depuis que le monde, pour vivre et se développer, doit transformer les matières minérales, végétales et animales, il a recours au charbon, grâce auquel l'homme peut produire l'énergie indispensable à cette transformation. Il en résulte que les pays dont le sous-sol renferme de la houille sont naturellement ceux qui détiennent la part la plus grande de richesse. Ce sont les véritables puissances du globe. » (1).

(1) René Fabris, revue *France et Monde*, 1^{er} mars 1924.

C'est surtout depuis le début du siècle dernier que le charbon a pris toute son importance. L'invention de la machine à vapeur et la naissance de la grande industrie l'ont porté au premier rang des matières indispensables à une nation.

Il nous a semblé que la situation économique et juridique de nos mines de charbon présentait un intérêt particulier d'actualité. Depuis dix ans, en effet, notre production houillère s'est trouvée aux prises avec deux problèmes économiques très graves qui se sont succédé. Elle a résolu le premier avec autant d'énergie que de succès; elle est en train de solutionner le second à son avantage.

Nous voulons parler d'abord de la reconstruction de nos mines et de la réfection de leur capacité productrice après la guerre, et ensuite du problème que soulève la pléthore de charbon dont souffre actuellement le marché international.

Notre législation minière elle-même est, semble-t-il, en pleine période d'évolution. La loi de 1919, qui venait modifier les dispositions prises en 1810 et qui fut si longtemps attendue, n'est encore probablement qu'un pas fait vers des réformes futures plus hardies.

L'abondance des matières et la complexité de notre sujet nous obligeront à nous limiter aux points les plus saillants et les plus dignes d'intérêts. Nous les grouperons en trois parties très distinctes :

Dans la première, nous plaçant à un point de vue exclusivement national, nous traiterons la production de la mine française; nous nous attacherons d'abord à fixer son importance ainsi que celle de nos bassins houillers, puis, passant aux facteurs de cette production, nous étudierons les perfectionnements techniques de notre extraction, l'organisa-

tion économique de nos sociétés houillères et la situation qu'elles font à leur personnel ouvrier. Cette première partie sera terminée par une étude de la nature de nos charbons, de leur emploi et de leurs concurrents.

Dans la deuxième partie, nous nous attacherons plus spécialement au marché international du charbon, aux problèmes qu'il soulève pour les divers pays et aux méthodes économiques employées pour les résoudre.

Nous terminerons enfin par un exposé de notre législation minière française et par un aperçu sur l'avenir de l'idée de nationalisation des mines en Angleterre, en Allemagne et en France.

PREMIÈRE PARTIE

LA MINE FRANÇAISE

Généralités.

On peut évaluer la production mondiale du charbon à environ 1.200 ou 1.300 millions de tonnes par an. L'Europe en extrait la moitié, et les Etats-Unis dépassent le chiffre de 500 millions de tonnes. La production des autres pays est donc relativement peu importante.

En Europe, la Grande-Bretagne est le pays qui, en temps normal, produit le plus, soit environ 250 millions de tonnes. L'Allemagne extrait à peu près une quantité égale aux trois quarts de la production anglaise, si l'on ne considère que la houille (elle donne en plus 80 millions de tonnes de lignite). Bien loin, après ces deux pays, vient la France, avec une cinquantaine de millions de tonnes, puis la Belgique, avec une vingtaine de millions, et, enfin, la Russie, la Hollande, l'Espagne et l'Italie. L'industrie houillère de ces derniers pays étant d'importance relativement faible, ce sont surtout de gros importateurs qui absorbent la production des premiers.

CHAPITRE PREMIER

LES BASSINS HOUILLERS FRANÇAIS ET LEUR PRODUCTION

Ayant situé ainsi l'importance de la production française par rapport à celle des autres pays, nous allons voir quels sont les différents bassins houillers qui l'alimentent et quel est le chiffre de leur production.

SECTION PREMIERE

Les bassins houillers français.

Voici, par ordre d'importance, le classement des gisements français :

- 1° Le bassin du Nord et du Pas-de-Calais;
- 2° Le bassin de la Lorraine et de la Sarre;
- 3° Le bassin de la Loire;
- 4° Le bassin du Gard, de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône et des Basses-Alpes;
- 5° Le bassin du Tarn et de l'Aveyron;
- 6° Le bassin de l'Ouest;
- 7° Le bassin de la Bourgogne, des Vosges méridionales et du Nivernais;
- 8° Le bassin du Bourbonnais et de l'Auvergne;
- 9° Le bassin de l'Isère.

Parmi ces groupes miniers, celui du Nord et du Pas-de-Calais est de beaucoup le plus important : il fournit en effet à lui seul plus de 60 p. 100 de notre production. Le bassin de la Lorraine et de la Sarre vient ensuite. Le rendement des autres est beaucoup plus faible. Ce n'est pas à dire qu'ils ne contiennent pas des exploitations dont l'importance rivalise avec celle de nos grands charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais : signalons en particulier la Société des mines de la Loire, dans le bassin de la Loire, et la Société des mines de la Grand'Combe dont la concession s'étend sur 9.327 hectares dans le département du Gard, et sur 7.430 dans celui des Bouches-du-Rhône (1). Les mines de la Grand'Combe produisent annuellement près de 4.000.000 de tonnes de charbon, le lignite comptant dans ce chiffre pour un peu plus de 100.000 tonnes.

Les mines de la Sarre méritent ici une mention spéciale à cause de leur importance et de la date relativement récente depuis laquelle elles sont en notre possession. Ce sont les articles 40 à 50 du Traité de Versailles qui, après la dernière guerre, ont réglé la situation de ces mines.

Le Gouvernement du pays est assumé par la Société des Nations. En 1935, aura lieu un plébiscite par lequel la population choisira entre la France, l'Allemagne et l'autonomie. Si c'est le retour à l'Allemagne qui est décidé, celle-ci rachètera à la France ses droits de propriété sur les mines.

La propriété de celles-ci a, en effet, été dévolue à l'Etat français, sous certaines conditions, à titre de compensation pour la dévastation des mines de notre pays, méthodiquement opérée par les Allemands. « L'Etat Français aura le droit », dit le Traité, « d'exploiter ou de ne pas exploiter

(1) *L'Information*, 12 janvier 1929.

les dites mines (celles de la Sarre) ou de céder à des tiers le droit de les exploiter sans avoir à obtenir aucune autorisation préalable ni à remplir aucune formalité ».

Remarquons, pour terminer ces quelques mots sur les gisements français, leur situation géographique, qui est telle que la partie ouest de notre pays est à peu près totalement dépourvue de mines de charbon. Ce fait a une importance très grande au point de vue commercial : le minerai national, en effet, qui supporte les tarifs élevés du transport par voie ferrée, est en état d'infériorité sur le minerai étranger, qui est transporté par voie maritime, en particulier sur le charbon anglais.

SECTION II

La production française après la guerre.

Pour étudier le détail de la production des mines françaises pendant les années qui ont suivi la guerre jusqu'à nos jours, il nous semble opportun et logique de diviser cette période en deux parties : l'une qui ira de 1919 à 1925, c'est-à-dire de la fin des hostilités à la fin de la reconstruction des mines dévastées, période dans laquelle nous étudierons l'influence directe de la guerre sur notre chiffre d'extraction; l'autre, de 1925 à 1929, nous mettra sous les yeux la houillère française aux prises avec le grand fait économique de la surproduction charbonnière dont souffrent tous les pays producteurs depuis ces dernières années, exception faite pour 1926, époque de la grande grève anglaise.

§ 1. — LA PRODUCTION FRANÇAISE DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE
JUSQU'À LA RECONSTRUCTION DES MINES DÉVASTÉES.

A. — *Les mines du Nord et du Pas-de-Calais.*

Notre production, qui en 1913 atteignait 40.840.000 tonnes, n'était plus en 1919 que de 22.500.000 tonnes environ. Entre ces deux dates avait eu lieu la guerre, et la plupart de nos mines du Nord et du Pas-de-Calais subirent de ce fait de nombreux dégâts, qui, pour plusieurs d'entre elles, allèrent même jusqu'à une complète destruction, tant de leurs travaux de jour que de ceux du fond.

Voici d'ailleurs, évaluée par M. de Launay, dans un article de la *Revue des Deux-Mondes* du 13 septembre 1920, l'importance des dégâts : « Les cuvelages crevés immobilisent dans le bassin de Lens une production de 8 millions de tonnes, à Courrières et à Dourges 4 millions, dans le département du Nord, 8 millions. C'est en somme la moitié de notre production nationale annihilée, avec les trois quarts de notre production de coke métallurgique. » Il faut dire tout de suite que la remise en état de nos bassins houillers fut une des manifestations les plus remarquables de la vitalité française après la guerre. La rapidité de la reconstruction fut l'œuvre d'une persévérante et remarquable activité, tant de la part des compagnies que de celle de leur personnel ouvrier, qui fut, en vérité, un personnel d'élite.

Certaines mines, comme Dourges et Courrières, ont eu surtout à procéder à des opérations de dénoyage; d'autres, comme Lens et Liévin, eurent en plus à procéder à la cimentation de leurs puits dynamités par l'ennemi. Les affaisse-

ments et les éboulements de terrains rendaient la tâche très ardue.

En même temps que ces travaux du fond, la reconstruction des installations de surface ainsi que celles des maisons ouvrières se poursuivait selon le développement méthodique d'un programme d'ensemble dont toutes les parties s'enchaînaient étroitement.

En avril 1921, l'Etat, qui avait déjà avancé 690 millions pour les travaux de reconstruction suspendit son aide.

Depuis lors, ces travaux furent alimentés par un emprunt de 1.200 millions émis avec succès par les houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Le tableau (2), que nous reproduisons ci-dessous va nous permettre de nous rendre compte de l'importance des dégâts que subirent nos différentes houillères sinistrées. La comparaison des chiffres de production des années 1913, 1920 et 1921 nous montrera à la fois la ruine de nos exploitations et le résultat magnifique qui couronna, dès les premières années après la guerre, les efforts de la France pour réparer le désastre :

PRODUCTION DE NOS MINES SINISTRÉES EN MILLIERS DE TONNES.

MINES	1913	1920	1921
—	—	—	—
Aniche	2.512	582	1.185
Anzin	3.409	1.008	1.701
Azincourt	111	13	36
Crespin	82	46	60
Douchy	365	87	120
Escarpelle	872	46	283
Rhivancelles	188	63	99
Vicoigne	106	30	55
Carvin	284	—	4
Courrières	3.063	13	596
Dourges	1.443	59	357
A reporter	12.434	2.037	4498

(2) Supplément au *Bulletin quotidien* du 27 avril 1922.

MINES	1913	1920	1921
—	—	—	—
Report	12.434	2.037	4.498
Drocourt	688	—	1
Lens et Meurchin	3.867	3	105
Liévin	1.996	—	4
Ostricourt	750	407	757
TOTAUX	19.702	2.447	5.365

C'est donc par le chiffre de 2.918.000 tonnes qu'est représentée l'augmentation de production de nos mines sinistrées en 1921 par rapport à 1920. L'extraction a plus que doublé, et ce résultat fut acquis malgré la crise économique mondiale qui sévissait alors, crise dont l'industrie houillère française ressentit les effets dès le début de l'année 1921.

Les mines dévastées du Nord et du Pas-de-Calais n'atteignaient encore que le quart de leur production de 1913. Nos compagnies houillères poursuivirent leurs efforts, et, dès décembre 1921, le pourcentage atteignait 37 p. 100 par rapport à 1913.

En 1922, elles arrivent à extraire 7.825.000 tonnes, en progrès de 2 millions sur l'année précédente⁽³⁾.

En 1923, le chiffre de production s'élève à 11.672.000 tonnes⁽⁴⁾.

Dès la fin de ce dernier exercice, les mines du Nord peuvent être considérées comme entièrement reconstruites; celles du Pas-de-Calais vont l'être prochainement.

C'est en 1924, en effet, que nos mines dévastées ont retrouvé toute leur capacité d'extraction. Les exploitations du Pas-de-Calais produisent en janvier 1925 92.000 tonnes par jour contre 91.500 tonnes en 1913; le bassin du Nord est aussi au niveau d'avant guerre. Seules, les mines

(3) Supplément au *Bulletin quotidien* du 24 mars 1923.

(4) Supplément au *Bulletin quotidien* du 17 avril 1924.

de Lens et de Liévin, « les deux plus grandes blessées, n'ont pas encore terminé leur convalescence » ⁽⁵⁾.

En résumé, malgré des circonstances difficiles, difficultés de main-d'œuvre, concurrence internationale sur notre marché de charbon, nombreuses autres ruines de guerre à relever, il a suffi à la France d'un peu plus de cinq ans pour retrouver sa capacité de production d'avant guerre et réparer d'énormes dégâts.

B. — *L'ensemble des bassins français.*

La politique charbonnière que suivirent nos sociétés houillères dès la signature de l'Armistice avait pour but d'intensifier le plus possible le rendement de nos mines, et ainsi de dégager notre balance commerciale d'une partie de ses importations.

Voici, concrétisé dans un tableau, le résultat de cette politique. Notre extraction, qui avait diminué de moitié en 1919, retrouve en cinq ans son chiffre de 1913.

1913	tonnes	40.840.000
1919		22.500.000
1920		25.274.000
1921		28.976.000
1922		32.000.000
1923		38.540.000
1924		44.955.000

L'analyse des statistiques nous indique que l'augmentation de notre extraction est surtout due au progrès de nos mines sinistrées. Au surplus, les tableaux suivants vont nous permettre de nous rendre compte dans le détail comment nos différents bassins, désorganisés par la guerre,

(5) Georges (ingénieur en chef des mines), *Les mines du Pas-de-Calais en 1924 (Revue minière, 4^{or} août 1925)*.

ont repris leur vie économique normale et de voir dans quelle mesure les efforts pour intensifier leur production ont été couronnés de succès.

Voici les résultats comparés de 1921 et 1922, en milliers de tonnes, pour la houille et le lignite (6).

ARRONDISSEMENTS MINIERS	1921	1922
Arras (mines non sinistrées du Pas-de-Calais)..	8.263	7.554
Douai (Nord et mines sinistrées du Pas-de-Calais).....	8.365	7.825
Saint-Etienne (Loire)	3.418	3.677
Lyon (Beauzy, La Mûre)	2.483	2.688
Clermont-Ferrand (Saint-Eloi, Brassac)	1.287	1.230
Alais (Alais, Graissessac)	1.938	1.903
Toulouse (Carmaux, Aubin)	1.633	1.784
Marseille (Fuveau)	706	733
Nantes (Vouvant, Maine).....	56	56
Bordeaux (Ahun)	88	70
Nancy (Ronchamp)	102	100
Strasbourg (Moselle)	3.621	4.232
TOTAUX	28.970	31.836

Le total des tonnes extraites en 1922 est encore inférieur de 22 p. 100 au total normal d'avant guerre, et même de 30,5 p. 100 si l'on compte la production des mines lorraines. Il reste encore une lourde tâche à accomplir.

Plusieurs grèves éclatèrent au cours de l'année 1923. La production de houille augmenta cependant de plus de 6 millions de tonnes sur l'année précédente. La majeure partie de cet accroissement provenait d'ailleurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, dont la production gagne d'une année à l'autre plus de 5 millions de tonnes (7).

En 1924, le niveau de 1913 est atteint, et même dépassé,

(6) Suppléments au *Bulletin quotidien* du 27 avril 1922 et du 24 mars 1923.

(7) Supplément au *Bulletin quotidien* du 17 avril 1924.

avec 44.933.000 tonnes : il faut dire que dans ce chiffre la Lorraine est comprise pour 5.269.100 tonnes. La production journalière augmente rapidement. On constate un relèvement de 160.433 tonnes en janvier 1923 contre 136.147 tonnes en 1913.

Voici la production de nos principaux bassins pendant ces deux dernières années :

Nord et Pas-de-Calais	tonnes	20.895.000	23.646.000
Houillères lorraines		4.165.000	5.269.000
La Loire		4.023.440	4.192.111
La Bourgogne		2.902.220	2.937.171
Le Gard		2.082.350	2.206.760
Le Tarn et l'Aveyron		1.987.133	2.026.649

§ 2. — LA PRODUCTION CHARBONNIÈRE DEPUIS LA REMISE EN ÉTAT DE NOS HOUILLÈRES JUSQU'À CES DERNIERS TEMPS.

Si la France produisait en 1924 autant de charbon qu'avant la guerre, elle était encore loin d'en extraire assez pour sa consommation. Nos mines vont essayer d'augmenter leur rendement pour évincer la concurrence étrangère sur le marché français.

Voyons, en laissant de côté le point de vue commercial pour un chapitre suivant, le résultat de cette politique au seul point de vue du chiffre de production.

La progression si intéressante de notre extraction en 1924 n'empêcha pas les résultats de l'année suivante d'être eux-mêmes fort réconfortants. Ce fait est d'autant plus remarquable que déjà le marché mondial commence à souffrir de la surproduction du charbon. Des crises profondes et redoutables éclatèrent au cours de l'année dans les pays voisins : 80.000 ouvriers de la Ruhr furent licenciés, et le Gouvernement britannique fut obligé de subventionner l'industrie houillère de l'Angleterre. Chez nous, au contraire,

la prudence et l'attention de nos chefs miniers ont permis de passer au travers des écueils, et cette année put enregistrer une production de 48.054.000 tonnes. Cet accroissement de l'extraction française semble une sorte de paradoxe devant le resserrement de la production, le chômage et les grandes difficultés d'écoulement que subissent les houillères des pays voisins.

Le chiffre d'extraction de la Lorraine n'a guère augmenté en 1925, mais par contre les bassins situés dans notre ancienne frontière ont très largement dépassé le taux de production de 1913, résultat qui n'a rien d'étonnant si l'on considère le renforcement considérable du personnel ouvrier et l'amélioration de nos moyens techniques d'extraction.

En 1926, la politique du charbon est influencée par un fait nouveau : la grande grève des mineurs anglais. Grâce à elle, les pays continentaux, jusque-là en pleine crise houillère, virent s'épuiser leur stock. Le marché, allégé de la production anglaise, suscite chez nous une activité fiévreuse. Notre moyenne d'extraction subit une ascension continuelle.

170.048 tonnes en janvier;

171.396 tonnes en mai;

186.000 tonnes en fin d'année.

Si bien que notre production totale atteignit 52.523.726 tonnes, en augmentation de 4.423.000 tonnes sur l'année précédente. Elle dépasse alors de 17 1/2 p. 100 celle de 1913. Seule, la Hollande, entre tous les pays producteurs de houille, présente une plus grande marge de gain.

Voici le détail du rendement de nos principaux bassins en milliers de tonnes ⁽⁸⁾. Ces chiffres, qui représentent la

(8) Supplément au *Bulletin quotidien* des 7 avril 1925, 1^{er} avril 1926, 30 mars 1927.

production de trois années consécutives, nous montrent la régularité de son accroissement :

BASSIN	1924	1925	1926
Nord et Pas-de-Calais.....	25.646	28.730	32.523
Lorraine	5.269	5.279	5.323
Loire	4.183	4.096	4.251
Bourgogne	2.534	2.595	3.124
Gard	2.210	2.210	2.336
Tarn et Aveyron.....	2.026	2.086	2.094

De 1920 à 1926, la production française a augmenté régulièrement de 4 à 5 millions de tonnes par an, nous allons voir qu'avec les deux années qui suivent, il n'en est pas de même. Il est certain que la France, ayant retrouvé son chiffre d'extraction d'avant guerre, ne pouvait continuer longtemps à augmenter sa production d'une façon aussi importante et aussi rapide; mais c'est à partir de la fin de la grève anglaise que nos houillères commencent à ressentir vraiment les difficultés provenant de l'encombrement général du marché des charbons. La crise, qu'à l'encontre de nos voisins nous avons surmontée jusque-là, va empêcher maintenant nos mines de continuer à augmenter leur production. D'ailleurs, dès la fin 1926, au spectacle qu'offrait un marché déjà encombré, malgré la réfection des stocks que le long conflit britannique avait épuisés, on pouvait prévoir que l'année 1927 serait pour notre industrie houillère une période de difficultés.

Le chiffre de 32.846.698 tonnes, qui représente notre production, est en excédent cependant de quelque 360.000 tonnes sur celui de l'année qui précède et semble refléter une crise vraiment anodine; mais le point de vue change si l'on considère les excédents qu'auparavant nous pouvions enregistrer chaque année, alors que nous n'avions pas,

comme en 1927, à reconstituer les stocks de houille épuisés par la grève anglaise.

Dans le courant de 1928, la stabilisation de notre monnaie aurait dû, semble-t-il, donner une vigoureuse impulsion à notre extraction charbonnière, étant donné le renouveau de vie industrielle qu'elle allait susciter. Malheureusement, la situation internationale ne fut pas modifiée par l'assainissement monétaire de notre pays, et la surproduction générale continua à peser lourdement sur notre marché.

Nous enregistrons une diminution des effectifs ouvriers pendant tous les mois de l'année et, finalement, une diminution de production sur l'année précédente. Nous revenons avec 52.429.000 tonnes au chiffre de 1926 : notre développement houiller subit un temps d'arrêt très marqué.

Les chiffres de production précédents ne tiennent pas compte du charbon extrait par nos mines sarroises. Mentionnons ici que, se mettant à l'unisson de la politique suivie par nos compagnies houillères, elles ont essayé, elles aussi, de développer le plus possible leur production, tâche qui leur a été rendue difficile par suite des mauvaises habitudes de travail contractées au cours de la dernière période de la gestion allemande. Les mines, de plus, nous furent remises en fort mauvais état et le remplacement du personnel dirigeant par des Français donna lieu, au début, à des tâtonnements inévitables. Voici la quantité de tonnes de charbon extraites dans la Sarre :

1913.....	Tonnes	12.875.140
1919		8.758.356
1922		10.943.311
1927		10.209.717

Le nombre de tonnes produites depuis notre administration est inférieur, on le voit, à celui de 1913. Il y a lieu de remarquer que, depuis que ces mines ne font plus partie de l'Allemagne, l'écoulement de leur produit est plus difficile. Cependant le rendement de la journée de travail s'est amélioré depuis notre gestion par rapport à la période d'avant guerre à cause de l'accroissement de l'effet utile des ouvriers dans les chantiers d'abatage et surtout grâce à des réductions de personnel⁽⁹⁾.

Après avoir ainsi étudié dans ce chapitre la quantité de charbon qu'a produite la France pendant ces dernières années postérieures à la guerre, nous allons être amené à nous demander dans le chapitre suivant quelles sont les différentes sortes de charbon que produit la mine française.

(9) *Revue minérale*, 15 févr. 1928.

CHAPITRE II

LA NATURE DES CHARBONS FRANÇAIS. — LEUR EMPLOI. LEURS SUCCEDANES

Quels sont les gisements qui, en France, produisent les diverses variétés de la houille et dans quelle mesure sommes-nous obligé de demander à l'importation les catégories qui nous font défaut, tel sera l'objet de la première section de ce chapitre. Nous traiterons ensuite de l'emploi du charbon et des transformations qu'on lui fait subir pour l'utiliser. Un exposé des perspectives d'avenir de la houille et de la concurrence que lui font subir ses succédanés terminera le chapitre.

SECTION PREMIERE

La nature des charbons français.

Si la France importe à peu près toutes les variétés de houille, il en est pour lesquelles elle est en état de subvenir à ses besoins, tout au moins dans une large mesure. Pour d'autres, au contraire, notre pays est loin de les posséder en quantité suffisante. Ce sont notamment l'anthracite, le charbon à coke, et le charbon à gaz.

Nous allons emprunter pour les développements qui vont suivre la classification usuelle des charbons par pourcen-

tage de matières volatiles, puisqu'aussi bien ce mode de différenciation, dès longtemps classique, les répartit en même temps suivant leur utilisation industrielle. Ainsi, remontant des houilles maigres aux houilles grasses, c'est-à-dire à celles auxquelles la jeunesse relative de leur âge géologique a conservé la plus grande proportion de matières volatiles, nous passerons successivement en revue les sortes suivantes : anthracite, maigre et quart-gras, demi-gras, charbon à coke, charbon de forge, charbon à gaz, sec flambant, lignites (1).

A. — *Anthracite.*

Nous produisons très peu d'anthracite. La Mure, dans les Alpes, qui, avec ses 300.000 tonnes, vient en tête de nos mines productrices, Meisseix en Auvergne, Cessous dans le Gard et les autres ne forment pas à elles toutes un tonnage de quantité. La France brûle surtout des anthracites anglais provenant du Pays de Galles, encore qu'elle n'en fasse pas une grande consommation à cause du prix et de la rareté de ce combustible de choix.

B. — *Maigres et quart-gras.*

Les maigres contiennent 8 à 11 p. 100 de matières volatiles et les quart-gras de 11 à 14 p. 100.

Ces catégories furent longtemps employées presque exclusivement aux usages domestiques, mais la grande industrie actuelle, qui a remplacé la vieille chaudière par la chaudière multitubulaire à chargement automatique, utilise de plus en plus les quart-gras.

(1) *Le charbon, nos besoins et certains moyens d'y satisfaire*, par M. C. Robert-Muller, p. 18 et s.

Ces charbons viennent surtout, en France, d'Anzin, d'Aniche et de Nœux, mais nous en importons une grande quantité des bassins de Charleroi et de Cardiff.

C. — *Demi-gras.*

Le demi-gras, qui contient 14 à 18 p. 100 de matières volatiles, est utilisé, lui aussi, dans l'industrie pour la chauffe des chaudières de forme courante et au foyer domestique pour l'approvisionnement des cuisinières.

Le type classique de ce charbon, c'est le Cardiff universellement connu comme charbon à vapeur, mais nous en possédons des gisements importants : Courrières, Dourges, Lens, Liévin.

D. — *Charbons à coke.*

La fabrication du coke exige une catégorie spéciale de charbon. C'est surtout le degré de matières volatiles qui importe. Tantôt on le trouve directement dans la houille, tantôt on l'obtient par des mélanges. C'est ainsi que nos grandes cokeries du Nord et du Pas-de-Calais, comme Lens et Anzin, emploient des fines grasses de provenance anglaise pour mélanger leur charbon trop maigre. Au contraire, à Decazeville ou à Crespin, ce sont des fines maigres qu'on ajoute aux charbons de ces mines.

La France produit une quantité notoirement insuffisante de charbons à coke, aussi est-elle obligée d'en importer beaucoup pour tenir le rang qu'elle occupe dans le monde comme puissance sidérurgique. La production de la fonte et de l'acier est, en effet, impossible sans le coke. La carbonisation de la houille est pratiquée, soit par les mines qui adjoignent des fours à leurs installations souterraines,

soit par les usines métallurgiques elles-mêmes, soit enfin par des entreprises indépendantes de cokéfaction. Les départements du Nord et du Pas-de-Calais sont ceux qui possèdent le plus grand nombre de fours. Signalons cependant la production de certaines régions côtières qui travaillent avec les fines anglaises comme les Landes avec Le Boucau, La Gironde avec Pauillac et la Loire-Inférieure avec Trignac.

Malgré ces importations de charbons à coke, la France consomme beaucoup plus de coke qu'elle n'en produit comme le montre le tableau suivant qui nous met sous les yeux les chiffres comparés de sa production et de son importation ces dernières années (2).

		PRODUCTION	IMPORTATION
		—	—
1913	 Tonnes	2.941.194	5.033.000
1920		782.534	3.980.000
1921		744.750	3.494.000
1922		1.026.000	5.140.000
1923		1.986.000	3.628.000
1924		2.664.000	5.407.000
1925		3.068.000	5.082.000
1926		3.767.000	6.535.000
1927		4.068.208	4.720.000

Malgré l'accroissement considérable de notre production, le chiffre de nos importations n'a que peu varié. Le développement de notre consommation en est la seule cause.

Parmi les pays qui nous fournissent en coke, l'Allemagne est, sans contredit, le premier. Nous faisons appel aussi aux cokes anglais et belges, mais d'une façon moins importante. Surtout depuis la guerre, en exécution du traité de paix, l'Allemagne nous a livré de grandes quan-

(2) Ces chiffres sont empruntés aux suppléments du *Bulletin quotidien* des années correspondantes : 27 avril 1922, 24 mars 1923, 17 avril 1924, 7 avril 1925, 1^{er} avril 1926, 3 mars 1927, 7 mai 1928.

tités de coke. Ces livraisons ont d'ailleurs très fortement concurrencé l'industrie nationale et retardé le relèvement de nos fours à coke, presque tous anéantis par les hostilités.

Pour terminer cette parenthèse sur le coke, qui nous a semblé nécessaire dans une étude sur le charbon français, nous mentionnerons l'importance de la Sarre dans la fabrication de ce combustible. Le charbon sarrois se caractérise par sa haute teneur en matières volatiles et la facilité de sa combustion; il possède un grand pouvoir calorifique, mais le coke fabriqué avec du charbon gras de la Sarre, coke qui alimente en principe toutes les usines métallurgiques de ce pays, est considéré généralement comme de qualité inférieure à celui de la Westphalie, de la France et de la Belgique, parce qu'il est moins résistant au choc et se brise en plus petits morceaux. Heureusement que le procédé que nous signalons ci-dessus, et qui consiste à mélanger au charbon gras des fines maigres, est employé de plus en plus dans la Sarre. Cette formule de travail exploitée en particulier à la Cokerie de Heinitz donne d'excellents résultats, si bien qu'on espère sous peu pouvoir alimenter les hauts fourneaux sarrois et lorrains uniquement avec du coke provenant de la Sarre⁽³⁾.

E. — *Charbon de forge.*

C'est le bassin de Saint-Etienne qui nous fournit la plus grande partie de ce charbon. Il s'expédie surtout par petites quantités de 3 à 5 tonnes aux forgerons de village et aux maréchaux ferrants, d'où le nom de houille maréchale qu'on lui donne parfois. Il est employé aussi pour la fabrication

(3) *Revue minérale*, 1^{er} sept. 1924.

des grosses pièces de forge; formant voûte et fournissant à des foyers petits des températures très homogènes et très fortes, ce charbon gras réunit toutes les conditions requises pour ce genre de travail ⁽⁴⁾. Notre production suffit presque à nos besoins pour cette catégorie de charbon; nous en importons très peu.

F. — *Charbon à gaz.*

Ces houilles, qui contiennent 30 à 32 p. 100 de matières volatiles, sont assez abondantes en France. On les trouve dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, à Lens, Liévin, Courrières, Anzin, Béthune et Nœux; dans les autres bassins à Aubin, Bessèges, La Bouble, Montrambert, Commentry, Blanzy, etc.

Cependant, la consommation en est telle que la France fait appel pour plus de la moitié à l'étranger pour son approvisionnement de cette sorte. C'est pour les charbons à gaz que la concurrence anglo-allemande est la plus âpre. Malgré les grands progrès allemands faits ces dernières années, l'exportation anglaise garde encore sa supériorité.

G. — *Sec flambant.*

Cette variété ne représente un très fort tonnage, ni à l'extraction française, ni à l'importation. Elle n'en possède pas moins des particularités très caractérisées. Son pourcentage extrêmement élevé de matières volatiles la rend nécessaire pour les usages qui exigent la chaleur, non par simple rayonnement, mais par contact direct de la flamme. Ces charbons à longue flamme sont en particulier

(4) L'expression de trois-quarts gras qui s'applique exactement à ces charbons n'est pas d'un usage courant.

nécessaires pour la céramique, les tuileries et les briquetteries. L'industrie gazière s'en sert également pour augmenter le pouvoir éclairant du gaz. On le trouve surtout dans nos houillères du Centre, mais aussi à Marles et à Bruy. Notre consommation dépasse de beaucoup notre production. Nos grands fournisseurs sont le Northumberland et l'Ecosse.

H. — *Lignites et tourbes.*

L'appellation de lignite comprend des sortes extrêmement dissemblables. Ce combustible se caractérise par sa teneur assez élevée en matières volatiles et par suite son aptitude à la carbonisation. Sa distillation à température modérée donne des sous-produits tels que les benzols, goudrons, et huiles minérales.

Fort répandu en France, le lignite se trouve particulièrement dans le bassin de Fuveau, dans le département des Bouches-du-Rhône. On en trouve aussi dans le Languedoc, la Provence et les Landes.

Les tourbières sont de leur côté réparties dans plus de la moitié de nos départements. Ce sont des biens communaux depuis la loi minière de 1810 et si les municipalités se refusent à les exploiter, cette loi n'a rien prévu pour les y obliger. La tourbe n'est guère employée que comme combustible, sa combustion est rare et fragmentaire ⁽⁵⁾.

(5) Andry Bourgeois, *L'évolution de l'industrie minière (Sciences et industrie, 1925)*.

SECTION II

Les transformations de l'emploi des charbons à l'époque moderne.

Après avoir passé en revue les différentes qualités de charbons et les différents emplois auxquels chaque sorte était le mieux propre, nous sommes amené naturellement à envisager un autre aspect de la question de l'emploi des charbons. Ces derniers, employés surtout à nos foyers domestiques ou industriels à l'état brut, sont de moins en moins livrés tels quels à la combustion.

De tout temps, on a trié et lavé la houille pour obtenir des sortes différentes, suivant les usages auxquels on la destinait; actuellement, l'emploi du charbon pulvérisé est très à l'ordre du jour, et donne d'excellents résultats. Mais c'est surtout sur la transformation chimique de la houille que nous avons l'intention de nous étendre. La production des carburants et des combustibles liquides, produits de la distillation et produits de synthèse, fait entrevoir un magnifique avenir au charbon, avenir qui, malheureusement, semble encore assez éloigné.

L'usine à gaz et la cokerie sont les entreprises qui opèrent surtout les transformations du combustible par distillation. Leurs produits principaux sont le gaz d'éclairage ou de chauffage et le coke dit métallurgique, mais ce ne sont pas les seuls qui soient dignes d'intérêt, la technique moderne faisant aux sous-produits de la distillation : sulfate d'ammoniaque, benzol, goudron, etc., une place des plus importantes.

Le goudron brut lui-même fournit par distillation du brai,

des huiles, de la naphthaline et de l'anthracène, qui sont ensuite purifiés pour être écoulés dans le commerce sous différentes formes : carburants, combustibles liquides, produits chimiques, etc. De même, les benzols fournissent du benzène, du toluène, du xylène, etc.

Voyons dans quelles conditions la distillation de la houille peut fonctionner d'une façon pratique et les espoirs que l'on peut fonder sur son développement⁽⁶⁾.

La création d'installations de carbonisation n'est possible que dans le cas où les deux produits principaux, gaz et coke, trouvent un débouché rémunérateur, tout au moins si on la suppose livrée à elle-même et guidée uniquement dans son développement par la loi de l'offre et de la demande, sans aucune subvention ni protection spéciale de la part du Gouvernement.

Voici les quantités de combustibles liquides produites en France, en 1924, par cette industrie de distillation, d'après MM. Mallet et Hardel⁽⁷⁾

USINES A GAZ :

Benzols à raison de 7 à 8 kilos par tonne carbonisée. Tonnes	30.000
Huiles lourdes, y compris la naphthaline.....	67.500

INDUSTRIE DU COKE MÉTALLURGIQUE :

Benzols à raison de 3 kilos par tonne carbonisée.....	32.500
Huiles lourdes y compris la naphthaline.....	53.500

Soit, au total, 62.500 tonnes de benzols et 121.000 tonnes d'huiles lourdes.

M. Patart conclut de ces chiffres que : 1° La production de benzol atteint à peine le dixième des quantités indispen-

(6) Patart, *La production des carburants et combustibles liquides* (Bulletin mensuel du Syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France, avril 1924).

(7) *Op. cit.*, note précédente.

sables au pays en temps de guerre; 2° la quantité des huiles lourdes, compte tenu des nécessités des industries terrestres, apparaît comme très inférieure au tonnage que réclamerait la marine de guerre, pour assurer dans des conditions satisfaisantes le rôle qu'elle aurait à jouer en cas de conflit.

Ces réflexions ne sont pas sans avoir un gros intérêt national si l'on considère que, malgré la progression de l'emploi du gaz par les populations urbaines et l'augmentation de notre production cokière, on ne peut guère entrevoir le jour où ces industries nous donneront la quantité de combustibles liquides qui pourra suffire à nos besoins.

C'est ce qu'on a appelé « le problème des combustibles liquides », problème grave pour notre pays, puisque, de sa solution, dépend d'abord en temps de paix une diminution notable de nos importations de combustibles liquides, qui se chiffrent actuellement à 2 milliards par an, ensuite, surtout pendant la guerre, la marche de nos moteurs à explosion est suspendue à sa solution.

Devant cette situation, on a envisagé ce qu'on a appelé « la carbonisation obligatoire » voulant entendre par là des mesures d'ordre administratif ou législatif, qui seraient établies pour favoriser la fabrication des combustibles liquides. Pour cela, il faut donner au consommateur des raisons de préférer le gaz et le coke à la houille crue; il faut lui rendre l'unité calorifique plus avantageuse dans les produits de la distillation que dans la houille elle-même. La houille consommée crue est donc frappée d'une taxe, minime d'abord, puis croissante par la suite, pour qu'il n'y ait pas de brusque perturbation industrielle. On peut opérer aussi par une Caisse de péréquation attribuant, sous forme de subvention, à la tonne de houille distillée ou à la

tonne de coke ou au mètre cube de gaz obtenu, les sommes fournies soit par un prélèvement sur le budget général soit une taxe ou un impôt sur toute quantité de houille non distillée.

A quoi conduiraient ces mesures ? Toujours d'après M. Patart, il ne semble pas téméraire de penser qu'elles aboutiraient en douze ou quinze ans environ à l'absorption par la carbonisation de 30 à 35 millions de tonnes de charbon, soit plus de la moitié de notre production. Pour obtenir ce résultat, dit-il, un écart de 20 p. 100 environ serait suffisant entre les prix de la houille crue et ceux du même produit allant à la carbonisation.

On pourrait compter ainsi sur une production de :

180.000 tonnes pour les benzols et huiles lourdes;
360.000 tonnes pour les huiles lourdes.

Il n'y aurait pas encore assez de combustibles légers pour suffire aux besoins nationaux ni en temps de paix ni en temps de guerre. Remarquons cependant que le benzol peut être mélangé à une quantité plus considérable d'alcool éthylique pour constituer un mélange carburant susceptible de fournir un emploi satisfaisant dans les moteurs d'automobiles sans modifications importantes. C'est ainsi qu'au cours de la dernière guerre, en Allemagne on n'autorisait l'emploi comme carburant dans les automobiles que des mélanges contenant au moins quatre parties d'alcool pour une partie de benzol; ce produit était d'ailleurs considéré comme fournissant un effet utile sensiblement égal à celui du benzol pur et supérieur à celui de l'essence de pétrole.

Si l'on évalue à 4 millions d'hectolitres d'alcool éthylique, la capacité de production annuelle de la France, on aura ainsi 320.000 tonnes d'alcool qui, avec le benzol men-

tionné plus haut, donne un total de 300.000 tonnes, soit les 5/6^{es} de la consommation actuelle.

Contre cette intervention de l'Etat ou de l'Administration, on a soutenu que c'était là dépasser leurs fonctions propres et strictement limitées. Renouvelant les critiques de l'école libérale contre les interventionnistes, on a refusé aux pouvoirs publics, dans le cas dont nous nous occupons, le droit d'intervenir dans le jeu normal de la production et des échanges. Malgré tous les avantages que peuvent procurer les théories libérales à l'industrie et les possibilités de développement qu'elles soient susceptibles de lui permettre, nous ne pouvons empêcher d'y faire certaines réserves. En tout cas, dans le cas présent, les écrivains les plus orthodoxes de l'école libérale, c'est-à-dire les plus disposés à réduire au minimum l'intervention de l'Etat, ont reconnu que la préparation de la défense nationale était une des fonctions essentielles de l'Etat, qu'elle constituait « sa tâche principale et première..., que c'était son droit et aussi son devoir » (8).

Etant donné qu'au cours de la dernière guerre nous employions mensuellement 10.000 tonnes de benzol pour la fabrication des explosifs et 30.000 tonnes de carburant pour nos services automobiles, il semble démontré que la défense nationale exige autant que possible le développement de la distillation de la houille. La concurrence privée ne permettant pas de présager une augmentation suffisante de cette production, n'est-il pas du devoir de l'Etat d'intervenir ?

Sans doute doit-on réduire l'intervention de l'Etat au minimum, lui interdire en particulier tout acte de gestion directe, toute création de nouveau fonctionnaire. Mais il

(8) Taine, *Les origines de la France contemporaine*, t. I, livre II.

pourrait, par exemple, confier à des comités ou conseils privés constitués par les producteurs ou importateurs de houille, ainsi que par les fabricants de coke et de gaz, la direction et l'administration des organismes chargés de l'exécution des mesures jugées nécessaires, à la condition expresse que ces organismes poursuivent énergiquement le but assigné à ces mesures et ne distraient de cette poursuite aucun des moyens et pouvoirs mis par l'Etat à leur disposition et dont il doit se réserver le contrôle.

Une objection plus sérieuse a été faite au développement intensif de la distillation de la houille et aux mesures nécessaires à cette extension. Le principe est excellent, dit-on, mais la réalisation pratique est très peu avantageuse.

Si nous nous plaçons, en effet, au point de vue technique, la distillation de la houille entraîne une perte de calories de 5 à 10 p. 100, sans compter l'équivalent calorifique de l'énergie consommée par les élévateurs, broyeurs et tous appareils consacrés au service des fours, de telle sorte qu'on peut évaluer la perte globale à 10 p. 100. Il faut ajouter l'amortissement et l'intérêt des sommes représentant les frais de premier établissement du matériel de carbonisation, les frais d'entretien, de main-d'œuvre et les frais généraux. Il semble donc démontré que la distillation, entraînant une perte sèche de calories et des frais supplémentaires, est moins avantageuse que la combustion du charbon à l'état naturel.

On a répondu à cette sérieuse objection que, bien qu'étant moindres en quantité que dans la houille brute, les calories contenues dans les produits de la distillation sont d'une qualité différente et d'une valeur spécifique plus grande, qu'il résulte de l'emploi des combustibles liquides une économie notable de main-d'œuvre, une usure moindre du matériel et une plus grande propreté des installations.

Le bilan de l'opération ne serait pas forcément déficitaire. Certains pensent même qu'étant donné les procédés complètement mis au point d'emploi des produits de la distillation on arrive à un rendement qui peut concurrencer très avantageusement celui de la houille crue.

Quoi qu'il en soit, cette transformation de l'utilisation de la houille n'irait pas sans présenter de graves inconvénients. Elle causerait des modifications très importantes dans le mode de chauffage de nombreux appareils industriels qui, prévus pour le chauffage au charbon, devraient être modifiés pour brûler du coke et du gaz. Le gaz, de plus, ne semble pas pouvoir être délivré à des industries très éloignées des centres de carbonisation.

Enfin il est difficile d'admettre cette différence de qualité des calories suivant qu'elles sont dégagées par le charbon brut, ou par les produits de sa distillation; la supériorité du chauffage par combustibles liquides, qui n'est pas discutée, résulte plutôt d'une meilleure utilisation des calories dégagées par la combustion, et rien ne dit qu'il soit impossible de perfectionner l'emploi des calories dégagées par le charbon.

En tout cas, un point reste certain, c'est que la combustion de la houille crue permet de développer dans les chambres de combustion la quasi totalité de l'énergie chimique que renferme le système combustible-carburant, alors que les procédés de carbonisation et de gazéification sont frappés organiquement d'une perte et d'un abattement dépassant 10 p. 100⁽⁹⁾.

(9) Note présentée à la Direction des essences et pétroles au ministère du Commerce par la Commission des études techniques du Syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France, *Bulletin du Syndicat*, avril 1924.

Le problème des combustibles liquides présente pour la France un grand intérêt et une solution rapide lui serait grandement profitable. Est-ce à dire qu'il faut immédiatement révolutionner l'emploi de la houille comme le veulent certains ? Malgré l'attrait d'une solution dont on a simplement pu dire qu'elle était « économiquement viable », nous devons reconnaître que l'état actuel de la science n'est pas encore assez avancé. Il vaut mieux attendre le résultat des recherches qui se font en laboratoire et qui semblent devoir donner sous peu des résultats splendides, nos savants ayant déjà réalisé des combustibles liquides par des moyens qui seraient beaucoup moins révolutionnaires que la distillation de la houille. Nous voulons parler des produits de synthèse et en particulier de l'essence synthétique. Les résultats acquis dans cette voie sont appréciables, certes, mais encore très limités.

Signalons l'initiative de certaines compagnies comme les mines de Béthune, Courrières, Lens, Liévin, Anzin, qui produisent déjà de l'alcool synthétique et de l'ammoniaque, initiative excellente, mais qui ne semble pas encore susceptible d'être prochainement généralisée. Si la production de l'alcool méthylique et de l'ammoniaque se développe normalement, on peut dire que celle de l'essence synthétique est encore inexistante.

M. de Peyrimhoff, parlant de ce qu'il a appelé « la liquéfaction » du charbon, a parfaitement mis en lumière les avantages qui en résulteront. Prenant pour base la transformation de 6 kilos de houille en 1 kilo de carburant, le président du Comité des houillères de France nous dit qu'elle permettrait : « 1° de présenter au choix du consommateur le combustible sous forme solide ou liquide; 2° de

loger deux millions de tonnes d'une manière relativement aisée, tandis qu'il est difficile de stocker et reprendre 12 millions de tonnes de charbon; 3° de vendre les essences par des contrats à long terme de telle sorte que les 70.000 ouvriers occupés à l'extraction ou à la transformation des 42 millions de tonnes de houille correspondantes ne courraient guère de risque de chômage » (10).

Concluons en disant que la transformation de la houille semble présager un magnifique avenir à notre industrie houillère et semble être le véritable remède au marasme économique dont souffre cette industrie dans le monde entier. Tout doit être fait pour la pousser dans cette voie.

C'est d'ailleurs l'avis du président du Conseil d'administration des Mines d'Anzin qui disait récemment : « Quoi qu'il advienne, il faut bien se rendre compte que, dans l'avenir, ce n'est pas vraisemblablement dans leur industrie proprement extractive que les compagnies houillères auront leurs bénéfices les plus rémunérateurs; c'est vers ces industries annexes, vers les industries de transformation pour lesquelles le charbon n'est plus qu'une matière première qu'elles auront surtout, dorénavant, à diriger leur activité. » (11).

Si, comme le montre l'exposé qui précède, l'avenir de la houille est illimité, qu'a-t-elle à craindre de ses concurrents ? La vapeur n'est-elle pas remplacée par l'électricité dans l'outillage moderne ? Le charbon aurait-il une tendance à devenir une source d'énergie surannée ? C'est ce que nous allons voir dans la section suivante.

(10) *Le Temps*, 24 janv. 1929.

(11) *L'information*, 7 janv. 1929.

SECTION III

Le charbon et ses concurrents.

La houille blanche et le pétrole sont les deux principaux concurrents du charbon, et leur utilisation, actuellement en pleine période d'évolution, ne peut manquer de faire encore de remarquables progrès. L'emploi de la force hydraulique, pour laquelle notre pays possède de magnifiques ressources, nous dégage peu à peu de la dépendance commerciale de l'étranger pour le charbon; l'emploi du pétrole, au contraire, grève notre balance commerciale puisqu'on peut dire sans exagération que nous importons à peu près tout le pétrole que nous consommons.

Un des exemples les plus typiques de la dépossession de la houille de son ancien domaine par le pétrole est l'utilisation du mazout dans notre flotte de guerre. La supériorité d'emploi de ce dérivé du pétrole réside ici principalement dans l'absence de fumée, dans sa manutention plus facile et dans le fait qu'à parité de rendement le pétrole est moins lourd que la houille.

Il est surtout employé pour toutes les petites unités rapides; le nombre considérable de chevaux qui actionne les cuirassés et croiseurs exige l'emploi normal de la vapeur, et le pétrole ne sert que de combustible d'appoint.

Le moteur à pétrole a concurrencé dans d'autres domaines la chauffe à la vapeur, mais c'est surtout l'emploi de la houille blanche qui nous offre les réalisations et les perspectives les plus étendues. Arrêtons-nous à cette nouvelle source d'énergie et voyons dans quelle mesure elle est susceptible de supplanter les combustibles minéraux.

La houille blanche est la force mécanique de l'eau en mouvement, qui, précipitée sur une turbine, lui imprime un mouvement de rotation. Cette force, mise en quelque sorte directement à notre disposition par la nature, est inconstante et redoutable en ses emportements; on ne la capte qu'au prix de grands efforts et de coûteux travaux. Les touristes en excursion dans les Alpes ou les Pyrénées s'en font aisément une idée quand ils aperçoivent les énormes tuyaux accrochés au flanc des monts pour diriger cette eau, dont la force vive est si précieuse.

La force hydraulique n'aurait eu qu'un avenir restreint si sa transformation en énergie électrique et la découverte de la transmission du courant à distance n'était venue lui ouvrir d'immenses horizons.

Tandis que le charbon est utilisé à des fins diverses, tantôt dans les foyers des usines à gaz, tantôt dans les fours de chauffage et de réduction, tantôt enfin dans les chaudières, d'où la vapeur produite est transformée en travail mécanique, au contraire la houille blanche, elle, n'est qu'une force motrice. Il y a donc, semble-t-il, une partie du domaine du charbon qui n'est pas concurrencée par la houille blanche.

L'unique question est de savoir dans quelles mesures la turbine hydraulique est susceptible de remplacer la machine à vapeur. Nous allons nous demander, pour y répondre, quelle est l'importance de notre richesse hydraulique et quel est son prix de revient. Nous verrons ensuite dans quelle mesure elle peut s'affranchir de l'aide coûteuse qu'elle réclame encore aujourd'hui dans ses propres installations, à la houille noire.

L'importance de nos forces hydrauliques est difficile à évaluer avec précision. Leur puissance est fonction de la

hauteur de chute que l'on peut mesurer, mais aussi du débit de l'eau, qui, étant essentiellement variable, ne peut se prêter qu'à des appréciations plus ou moins approximatives. Quoi qu'il en soit, nos ressources hydro-électriques totales sont évaluées à 9 millions de HP, dont le tiers seulement est utilisé à l'heure actuelle. La houille blanche n'est pas également répartie sur toute la surface du territoire. La région comprise entre les Alpes et le Rhône en détient la plus grande partie, puis viennent les Pyrénées et le Massif Central. Les cours d'eau du Nord et de l'Est n'ont pas suffisamment de pente ou de débit pour offrir, au point de vue industriel, une valeur quelconque.

Ce fait que certaines régions françaises sont dépourvues de ressources hydrauliques est important pour la comparaison du prix de revient de l'énergie produite par la houille blanche et la houille noire. En effet, l'utilisation sur place de la houille blanche est plus avantageuse que celle du charbon à cause de la cherté des combustibles minéraux et du nombreux personnel que nécessite leur manipulation. Il y a lieu cependant de remarquer que le coût de premier établissement du cheval hydraulique, d'une manière générale, est plus élevé que celui du cheval produit par la vapeur, tout au moins pour les chutes à gros débit. Tout compte fait, la houille blanche produit sur place une énergie à un prix de revient inégalé même à proximité des bassins houillers⁽¹²⁾, d'où d'ailleurs le développement des produits électrochimiques et électrométallurgiques dans les Alpes et les Pyrénées.

Que faut-il penser de l'électrosidérurgie ? Le haut fourneau électrique remplacera-t-il le haut fourneau à coke ?

(12) C. Robert-Muller, *Le charbon, nos besoins et certains moyens d'y satisfaire*, p. 82.

Nous ne le croyons pas. Le transport du minerai en Savoie, ou en Dauphiné, aussi bien que le transport du courant dans nos bassins houillers, grèverait trop le prix de revient. L'énergie électrique voit son rôle limité par la distance en tant que concurrente de la houille noire. Elle peut être transportée à plusieurs centaines de kilomètres, mais son prix de revient est justement considéré comme sensiblement proportionnel à la longueur de ce transport. Les frais de transport par ligne, de l'usine génératrice au lieu de l'emploi, sont en effet importants. Ils comprennent l'amortissement du capital affecté à la création de la ligne, le service de l'intérêt annuel de ce capital, la perte d'énergie dans la canalisation et les dépenses afférentes à la surveillance et à l'entretien de celle-ci. Les réseaux hydro-électriques sont destinés à se terminer aux points où le prix de l'énergie qu'ils distribuent sera égal au prix de revient du cheval produit par la houille noire. Suivant les zones, la houille noire est donc destinée à perdre du terrain ou à rester sur ses positions; si le développement du moteur électrique est incontestable depuis un certain temps, il ne semble pas pouvoir supplanter complètement le moteur à vapeur. D'autant plus que la question se pose de savoir si la houille blanche arrivera à se suffire à elle-même et pourra se passer de l'aide de la houille noire.

Les statistiques nous montrent une subite croissance des machines à vapeur servant à la production de l'électricité même dans les départements placés dans la zone d'action de la houille blanche. La machine à vapeur est placée à côté de la turbine pour la suppléer en cas d'insuffisance de débit. Cependant, comme la machine à vapeur n'est là qu'à titre de secours, l'économie du charbon est appréciable. On cherche d'ailleurs à diminuer la nécessité de l'aide de la

machine à vapeur par des ententes entre diverses sociétés de distribution. Dans les Alpes, par exemple, le débit de l'eau est beaucoup plus abondant en été, pendant la période de la fonte des neiges, qu'en hiver, où l'eau est glacée. Le contraire se produit dans le Massif Central, dont les rivières voient leur cours grossi par les pluies de l'hiver. Une entente entre deux réseaux qui puisent chacun leur force hydraulique dans une de ces différentes sources permet une régularisation de débit qui économise l'emploi du charbon. On poursuit aussi le même but par l'aménagement des lacs de montagnes ou la construction de barrages-réservoirs.

Que conclure sur la houille blanche, sinon que nous devons nous hâter de mettre de plus en plus en valeur une source d'énergie aussi précieuse. En l'utilisant, nous réaliserons d'importantes économies sans pour cela ruiner l'exploitation de nos mines de charbon.

L'utilisation des combustibles minéraux employés à l'état brut ou sous forme de combustible liquide n'est pas encore près de finir. La métallurgie, la navigation, continueront à absorber de grandes quantités de charbon. C'est surtout dans le domaine de la force motrice que la houille blanche se substituera à la houille noire. Le développement de la force hydraulique sera en somme une aide pour nos compagnies houillères dans leur lutte contre le charbon étranger. L'économie de notre pays ne pourra qu'y gagner.

Ayant ainsi terminé l'étude quantitative et qualitative de la production de charbon française, nous allons, dans un chapitre suivant, étudier les différents facteurs de cette production.

CHAPITRE III

LES FACTEURS DE LA PRODUCTION DU CHARBON

SECTION PREMIERE

La rationalisation ou le perfectionnement technique de l'extraction.

En matière d'exploitation de mine comme dans tout autre domaine industriel on a compris les avantages considérables de la rationalisation. Celle-ci consiste surtout dans la recherche de toutes les méthodes et dans l'emploi de tous les instruments propres à augmenter « l'efficience » du travail humain et, par suite, à réduire au minimum les frais de production.

En France, comme nous l'avons dit, les compagnies houillères ont profité de la reconstruction de nos mines dévastées pour industrialiser les dernières découvertes scientifiques et adapter leurs moyens d'extraction aux circonstances économiques et sociales actuelles bien mieux qu'ils ne l'étaient en 1914. Si bien qu'on peut dire maintenant que notre outillage minier ne le cède en rien aux réalisations les plus vantées de l'étranger.

Une de ces manifestations les plus intéressantes de la rationalisation a été le développement de l'emploi de l'énergie électrique dans la mine. Avant la guerre, suivant la

nature plus ou moins grisouteuse des gisements, la force motrice employée pour actionner la machinerie de la mine était différente. C'était soit l'air comprimé, comme à Montceau-les-Mines, dont la station des Alouettes était prise avec raison comme type, soit la vapeur sous conduite calorifugée, comme au bassin de Fuveau. L'emploi de l'électricité était très rare; on craignait en effet, avec l'emploi de cette force, au fond de la mine, les étincelles contre les balais et les collecteurs des électro-moteurs, surtout dans les gisements grisouteux.

A l'heure actuelle, dans tous les services et dans tous les organes de son exploitation, la mine française a adopté d'une façon générale l'énergie électrique. Cette transformation s'est d'ailleurs faite progressivement.

Au début, les sociétés minières n'ont vu dans la production de l'électricité qu'un moyen de récupérer des sources d'énergie disponibles, et perdues dans les divers services de l'exploitation, en utilisant les combustibles inférieurs de vente difficile. Aussi commencèrent-elles par la vendre à des consommateurs étrangers à la mine. C'est ainsi que, dès avant la guerre, la Compagnie électrique du Nord, filiale des Mines de Lens, et la Société béthunoise, filiale des Mines de Bruay, distribuaient le courant dans leur zone d'action respective s'étendant sur les départements du Pas-de-Calais, du Nord, de la Somme et de l'Oise.

Bientôt, surtout depuis la guerre pour nos mines dévastées, se posa un nouveau problème : quelle force allait-on employer au développement de l'industrie minière ? Certains prétendaient encore que la sécurité d'extraction était mieux assurée par la production de la vapeur au siège même, que par une machinerie électrique recevant du courant de la centrale éloignée. Cependant quand il a fallu

adapter nos charbonnages aux exigences de la concurrence moderne, il a paru aux industriels français que la sécurité et la commodité d'exploitation aussi bien que l'économie du prix de revient par diminution de main-d'œuvre et de consommation de combustible exigeaient l'emploi de la force motrice électrique. Celle-ci, grâce aux perfectionnements qu'on apporte tous les jours dans son utilisation, n'est plus en danger pour le mineur. La machine d'extraction électrique à courant continu, par exemple, est d'une souplesse d'emploi et d'une sécurité de manœuvre incomparable.

Quant aux conditions d'économie, elles sont certainement très importantes. Mentionnons d'abord la simplicité de l'installation électrique tant au point de vue du prix d'achat des machines qu'à celui de leur établissement dans les mines jusqu'à ce qu'elles soient à même de fonctionner. L'économie du personnel nécessaire au fonctionnement de ces machines est aussi très importante. Mais la plus intéressante est sans contredit celle du combustible. Il a été constaté, en effet, que l'on dépense de 12 à 15 kilowatts par tonne de charbon extraite, en tenant compte de la dépense d'énergie nécessaire aux différents services (extraction, cépage, compresseurs, cribleurs et manœuvres de jour). Si l'on remarque qu'une consommation de 50 kilos de charbon était courante avant la guerre pour produire la vapeur nécessaire à la même énergie, on s'aperçoit que cela correspond facilement à 33 kilowatts.

Cette réduction de la consommation du charbon résulte de la centralisation de la production de l'énergie en un point unique, celui de la centrale. La mine moderne est en effet dotée d'un ou de plusieurs groupes électrogènes puissants et convenablement situés, agencés et accouplés dans

un corps de bâtiment, désigné sous le nom de station centrale, qui envoie le courant partout où il est nécessaire.

M. Blum-Picard estime à 400.000 tonnes de charbon par an l'économie que procurerait l'électrification globale de toutes les sociétés du Nord et du Pas-de-Calais. On évalue qu'au total l'électrification générale d'une mine avec centrale électrique permet une économie de 4 à 5 p. 100 du prix de revient moyen de la tonne de charbon (1).

Ce n'est pas seulement une économie quantitative de charbon que nous permet d'envisager l'établissement de la centrale électrique, mais bien la solution du problème de l'utilisation des combustibles inférieurs, problème dont on désespérait avant guerre de trouver la solution, à cause de l'accroissement des charges de premier établissement que nécessitait l'emploi de ces combustibles et de leur mauvais rendement thermique. L'emploi des schistes de lavoirs, barres, rouffes ou escaillages, donne actuellement des résultats que l'on peut qualifier de très satisfaisants. L'utilisation des charbons à 35 et 40 p. 100 de cendres est désormais d'emploi courant, et les charbons à 50 p. 100 de cendres semblent pouvoir être utilisés aussi sur une assez grande échelle. Cette utilisation des combustibles inférieurs fera extraire du sol un tonnage important de matières charbonneuses actuellement laissées au fond, d'où une grosse économie de matière combustible, qui sera disponible pour la vente.

Les mines deviennent en même temps de gros producteurs d'énergie électrique à bon marché. Cette force, produite par des matières charbonneuses, dont le prix de revient, limité aux frais d'extraction, est minime, fera de nos

(1) *Revue minière*, 15 sept. 1924.

charbonnages les producteurs d'énergie électrique les moins chers. Peu à peu, le développement de l'électricité dans notre bassin houiller du Nord aura alors une importance qui dépassera largement le cadre de nos mines. Les contrées voisines pourront utiliser l'électricité sans dépense exagérée. On assistera à un phénomène curieux : la nature s'étant montrée avare de force hydraulique dans la région la plus industrialisée de la France et les chutes d'eaux des Alpes et des Pyrénées étant trop éloignées pour pouvoir être utilisées, c'est l'emploi du charbon, rajeuni par les inventions modernes, qui suppléera la houille blanche.

A côté du développement électrique dans la mine française moderne, il est indispensable d'y signaler aussi celui du machinisme, qui augmente, surtout depuis la guerre, dans de très grandes proportions.

Si l'on songe qu'en 1913 une proportion infime est extraite mécaniquement, qu'en 1923 elle atteint 24 p. 100 de la production totale et en 1926, 53 p. 100, on comprendra les progrès énormes qui sont faits dans cette voie. Malheureusement, le développement du machinisme est souvent contrarié par la nature même des gisements, qui ne sont pas suffisamment réguliers. L'allure tourmentée des couches empêche souvent chez nous l'extension des procédés mécaniques.

Se sont surtout multipliés en France d'une façon remarquable les engins d'abatage du charbon et ceux de perforation et d'abatage des roches. Les marteaux pneumatiques et les haveuses ont été substitués à l'ancien pic des mineurs. Le transport du charbon à l'intérieur de la mine a été aussi très perfectionné. De même, à la surface, on emploie des appareils de lavage plus puissants.

C'est l'ensemble de ces perfectionnements techniques qui

a permis à la mine française de traverser bien des crises et de triompher de la concurrence étrangère malgré l'application de la loi de huit heures et la faiblesse de notre rendement.

SECTION II

La situation des travailleurs. Ses rapports avec le rendement et le profit.

Un des facteurs les plus importants de la production du charbon est sans contredit le mineur. Pendant la période qui fait l'objet de cette étude, le recrutement du personnel et la nécessité de lui donner un salaire qui lui permette de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille ont été de très graves problèmes pour nos compagnies houillères, et nous allons voir comment ils ont été résolus.

A la fin de la guerre, la mine française, désorganisée, se trouva dans la nécessité de recruter un personnel important. La faiblesse de notre natalité et le manque de bras dans l'agriculture nationale l'empêchèrent de trouver suffisamment d'éléments en France : elle fut obligé de s'adresser à la main-d'œuvre étrangère. L'essai de travailleurs italiens et tchèques n'ayant pas été concluant, on a surtout fait appel aux Polonais. Cet emploi de mineurs étrangers ne peut être réalisé que grâce à toute une organisation; il fallut développer les logements ouvriers, créer des écoles, subvenir aux besoins culturels des immigrants et faciliter l'arrivée de leur famille. Malgré ces sacrifices, nos mines avaient encore à craindre l'instabilité de cette main-d'œuvre : elles s'en prémunirent par des contrats liant les parties pour un temps déterminé (2).

(2) Cahiers des Etats généraux, janvier 1924.

Plus de 100.000 ouvriers étrangers ont été ainsi amenés et fixés en France. Cette immigration se poursuivit pendant toutes ces dernières années; actuellement, la crise que supporte l'industrie charbonnière permet une certaine détente à cette immigration.

Etant donné la baisse du franc et l'augmentation du prix de la vie, elles ont été obligées de réajuster et, par suite, de relever notablement les salaires après la guerre.

Contrairement à ce qui se passa dans d'autres pays et notamment en Angleterre, où des sacrifices considérables furent demandés à l'ouvrier pour faciliter la conquête des marchés étrangers, les mines françaises augmentèrent le prix du travail et demandèrent surtout, comme nous l'avons vu, à une amélioration technique de leurs moyens de production la possibilité d'occuper une place avantageuse sur le marché mondial. Cette amélioration ne fut d'ailleurs pas suffisante pour compenser l'augmentation du prix de revient résultant du relèvement du prix des salaires et les compagnies furent obligées à plusieurs reprises d'augmenter leur prix de vente.

C'est ainsi que dans le courant de 1923 les mineurs obtinrent des relèvements de salaires à deux reprises différentes. La première fois, les pourparlers entre patrons et ouvriers, commencés à la fin de 1922, n'aboutirent qu'après de longues discussions. Les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais accordèrent une augmentation de 3 fr. 25 par jour pour les adultes, les autres catégories bénéficiant d'un relèvement proportionnel. Cette augmentation devint effective à partir du 1^{er} février et porta les salaires à une moyenne journalière de 19 fr. 45.

Il en est résulté une hausse du combustible. De grands efforts tentés l'année précédente pour comprimer les prix de revient et de vente, efforts qui avaient entraîné une

baisse effective des prix du charbon, furent ainsi annulés. Suivant les catégories industrielles, les tarifs de vente augmentèrent en février de 1 à 20 francs par tonne. Les briquettes augmentèrent de 20 francs, les boulets de 40 et le coke de 12 francs. Les charbons domestiques haussèrent à partir du 1^{er} avril seulement de 9 à 20 francs.

En novembre eut lieu une nouvelle augmentation de salaires de 1 à 3 francs par jour dans tous les bassins. En Lorraine, ce taux fut même légèrement dépassé. Les mines tentèrent alors de nouveau de relever leurs prix de vente, mais le Gouvernement leur demanda d'ajourner cette décision au premier janvier. La tonne, à cette date, augmenta alors de 4 à 10 francs; puis, sur une nouvelle intervention du Gouvernement, elle baissa de 3 francs environ.

L'année 1924 commença elle aussi par un relèvement de salaire; l'ouvrier du fond gagne en moyenne 24 fr. 67 par jour, contre 21 fr. 58 en 1923. Les prix de vente varièrent cependant très peu; c'est à 79 francs, contre 77 l'année précédente que se retrouve en fin d'exercice le tout-venant industriel gras 20-25 p. 100 du Pas-de-Calais (3).

Nouvelle augmentation en 1923; l'ouvrier touche un salaire journalier moyen de 23 fr. 59, contre 22 fr. 80 en 1924.

Mais c'est surtout en 1926 que la rémunération du personnel minier s'élève dans une proportion considérable. A côté du salaire moyen que touche l'ensemble du personnel de fond et de jour en 1925 et que nous venons de citer, voici les chiffres de 1926 :

1 ^{er} trimestre	F.	22 22
2 ^e trimestre		26 72
3 ^e trimestre		29 43
4 ^e trimestre		32 08

(3) Supplément au *Bulletin quotidien* du 7 avril 1925.

Jusqu'en 1927 les mineurs, ouvriers d'une industrie en pleine prospérité et dont les besoins de main-d'œuvre croissent sans cesse, avaient pu pendant la baisse du franc maintenir leur salaire réel et même l'améliorer, si l'on tient compte des avantages accessoires obtenus et surtout de la réduction de la durée du travail⁽⁴⁾.

La dernière augmentation de la rémunération des mineurs date de novembre 1926. Dès le mois de décembre de la même année il fallait envisager une baisse du charbon, le combustible anglais revenant sur le marché. Les salaires constituaient le principal élément du prix de revient en cette matière et les exploitants se trouvaient dans l'obligation de les baisser.

Cé n'est que grâce à la haute influence de M. André Tardieu, alors ministre des Travaux publics, que la baisse des salaires fut remise au printemps et les sacrifices supportés par les compagnies minières seules.

Au mois de mars 1927, grâce « à la sagesse et à la très large compréhension de la situation économique des ouvriers mineurs » et grâce aux efforts du ministre, la baisse des salaires fut réalisée sans conflit sur les bases suivantes :

1° La baisse des prix de vente précéderait la baisse des salaires;

2° La baisse des salaires serait proportionnellement moindre que la baisse des prix de vente;

3° La baisse des salaires serait moindre que celle demandée primitivement par les mines.

Si pénible qu'ait été cette baisse des salaires pour les mineurs, ce n'était pas une mesure isolée et elle était bien exigée par les circonstances économiques, puisqu'à la même

(4) *L'Information*, 11 oct. 1928.

époque le salaire des ouvriers avait baissé de 10 p. 100 dans l'industrie du cuivre, de 8 à 15 p. 100 dans celle du bois, de 10 à 30 p. 100 dans celle de la métallurgie et de la verrerie (5).

Le tableau suivant nous donne les fluctuations moyennes du salaire nominal et du salaire réel de ces dernières années dans l'industrie houillère :

1913	F	6	»	=	6	»	f.-or
1924		27	50	=	9	»	»
1925		28	70	=	7	»	»
15 janvier 1926		30	»	=	5	»	»
15 mai 1926		33	»	=	4	»	»
16 août 1926		37	14	=	6	»	»
16 novembre 1926		39	50	=	8	»	»
16 mars 1927		36	91	=	7	»	»

Malgré cette baisse de salaire, il faut signaler quelques chômages pendant l'année 1927. Heureusement qu'ils n'ont eu qu'une étendue relativement restreinte.

Au cours de ces derniers mois, la corporation des mineurs, estimant qu'elle n'avait pas été une des plus avantagées dans les différentes augmentations de salaires qui se sont produites depuis la guerre, a réclamé le relèvement du prix du travail aux niveaux les plus hauts de 1926. La crise qui sévit actuellement sur le marché du charbon leur a été objectée. Dans la plupart de nos bassins, les délégués ouvriers, très sagement, n'ont pas insisté. Dans d'autres, en particulier dans celui de la Loire, quelques grèves ont été déclenchées.

Le salaire est l'élément le plus important de la situation des mineurs. Il en est d'autres cependant, notamment les œuvres sociales par lesquelles les compagnies houillères cherchent à accroître le bien-être familial de leurs ouvriers, à perfectionner leur culture et à sauvegarder leur santé.

(5) *L'Information*, 11 nov. 1928.

Une manifestation intéressante de cette activité sociale des sociétés minières est la construction des maisons ouvrières qui s'est poursuivie parallèlement à la remise en état de nos mines dans les régions dévastées et s'est encore développée depuis. Sur 44.500 maisons ouvrières qui existaient en 1913, 30.000 furent démolies. En 1922, les compagnies en avaient construit ou remis sur pied 53.600.

Ces habitations possèdent des petits jardins de 3 à 5 ares, toute facilité y est donnée aux mineurs pour y installer des colombiers, clapiers, poulaillers et volières. On organise chaque année des concours de jardinage et d'horticulture.

Les compagnies subventionnent de plus des sociétés de gymnastique, de tir et de sport en général, des sociétés musicales, des cours de solfège, de musique instrumentale et vocale, qui préparent des adhérents aux fanfares, harmonies et chorales. Les houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont organisé des cours du soir où l'on donne un enseignement professionnel (dessin, mécanique, électricité). De même des cours de cuisine et d'organisation ménagère sont à la disposition des filles de mineurs.

Les dispensaires antituberculeux, les consultations de nourrissons, les garderies d'enfants, sont au moins aussi nombreux qu'il y a de puits dans le bassin. Il y a enfin aussi des bibliothèques publiques, des cercles, des ouvroirs, des ateliers de couture, etc. (6).

Le métier du mineur est pénible et bien souvent malsain, aussi est-ce pour les sociétés minières un devoir de justice et d'humanité de tout faire pour augmenter le bien-être de ceux qui travaillent pour elles.

Les mineurs se plaignent de la trop grande facilité avec

(6) *France et Monde*, 1^{er} mars 1924 : *L'industrie houillère française*, par René de Falbris.

laquelle on les chasse des maisons mises à leur disposition. Si leurs enfants ne veulent pas travailler à la mine, les compagnies chassent toute la famille. Ils prétendent de plus que les sociétés de culture physique et intellectuelle n'ont qu'un but : « façonner les enfants à devenir mineurs ». Pour être juste il faut reconnaître que la mine est encore une des industries où les œuvres sociales sont le plus avancées.

Voici d'après M. René de Falbris quelques-unes des qualités du mineur français : « En général, dit-il, ce sont de bons travailleurs, de bons camarades, disciplinés, et, plus qu'on le croit généralement, patriotes, attachés à leur petite patrie, au sol natal, plaçant très haut leur amour-propre, comprenant et pratiquant, mieux que beaucoup d'autres, la solidarité et le dévouement. »

A côté de ces œuvres sociales, les mineurs bénéficient de certaines lois sociales. Les unes s'appliquent à tous les travailleurs, mais il en existe aussi qui sont spéciales aux ouvriers de la mine. Parmi les premières, nous nous bornerons à signaler la loi du 5 avril 1928, sur les assurances sociales, à cause de son actualité, les autres dépassant le cadre de cette étude.

Cette loi sanctionne le principe de l'assurance obligatoire pour tout salarié touchant un salaire inférieur à une certaine limite : 15.000 francs par an pour un ouvrier célibataire ou marié sans enfant, 18.000 francs pour le travailleur qui a un enfant à sa charge. Ce salaire-limite s'élève de 2.000 francs pour chaque enfant, à partir du second.

A côté de l'assurance obligatoire, le législateur a institué une assurance facultative dont peuvent bénéficier sur leur demande les travailleurs qui remplissent certaines conditions prévues par les articles 37 et 38. Aux termes de ces articles, l'assuré facultatif doit être de nationalité fran-

çaise, n'être pas salarié, mais vivre principalement du produit de son travail, ne pas gagner au-dessus d'un chiffre-limite analogue à celui adopté pour les assurés obligatoires.

Le chiffre des cotisations s'élève à 10 p. 100 du salaire, payé par l'intermédiaire de l'employeur à raison de 5 p. 100 pour lui et de 5 p. 100 pour l'ouvrier, et moyennant ce paiement le nouveau système d'assurance sociale garantit le travailleur contre les risques : maladie, invalidité, vieillesse et décès.

En plus des diverses lois sociales qui s'appliquent à toute la classe ouvrière, le législateur s'est occupé à diverses reprises de la situation spéciale du mineur. Mentionnons en particulier les lois sur les retraites des travailleurs de la mine. Le taux de ces retraites, qui était de 2.000 francs d'après les dispositions de la loi du 31 décembre 1924, fut porté à 2.500 francs par celle du 11 juillet 1925, et à 3.000 francs par celle du 11 août 1926.

Ces retraites sont accordées à 55 ans d'âge après 30 années de service dans les mines. Une majoration spéciale est accordée pour les années de travail en plus des 30 années nécessaires à la retraite.

Cet effort social n'est pas sans grever lourdement le budget de nos mines et nous allons voir que la faiblesse de rendement de la journée de travail du mineur français ajoutée à ces charges ne permet à nos exploitations qu'une rémunération relativement faible de leurs actionnaires.

Depuis la loi de huit heures, qui est une loi de six heures et quart de travail effectif, alors qu'en Angleterre on travaille une heure de plus et en Allemagne trois quarts d'heure, nous avons eu à enregistrer une grosse diminution du rendement journalier de l'ouvrier mineur.

En 1913, les ouvriers de fond abattaient une moyenne

de 978 kilos par jour, et les ouvriers de fond et de jour réunis une moyenne de 693 kilos. En 1922, on n'enregistrait qu'une moyenne de 743 kilos pour les ouvriers de fond et de jour réunis pendant le troisième trimestre. En 1926, la moyenne du rendement du personnel de nos bassins a fourni 606 kilos de charbon par jour de travail contre 612 en 1926. Cette moyenne très faible nous met dans un état d'infériorité manifeste sur le marché européen, car le rendement britannique atteint 1.040 kilos et celui de la Ruhr 1.132 kilos par jour. Les leaders des syndicats ouvriers prétendent que l'on n'utilise pas suffisamment les moyens mécaniques; nous avons vu au contraire les grands progrès que nous avons fait dans cette voie depuis la guerre, si bien que nous tenons la tête des pays producteurs à ce point de vue.

Deux raisons concourent principalement à notre faible rendement : la durée de la journée de travail et les difficultés d'extraction particulières à nos mines. En France les couches de minerai sont petites et dépassent rarement 50 à 60 centimètres d'épaisseur alors que dans la Ruhr elles atteignent 1 m. 50 à 1 m. 60, en Silésie, 2 m. 50 et même 3 mètres. Dans ces pays, les galeries d'exploitation sont faciles à établir et ne nécessitent pas comme chez nous des boisements onéreux et délicats.

Si nous comparons maintenant le salaire et le profit dans la mine française, nous remarquerons que les sociétés houillères sont obligées, pour la plupart, de ne distribuer qu'un dividende dont l'augmentation par rapport à celui d'avant guerre est largement en retard sur celle des salaires et des impôts. Alors que ces derniers ont décuplé, que les salaires ont quintuplé, le profit a seulement un peu plus que doublé. De 1913 à 1923, le dividende net effectivement tou-

ché en moyenne par les actionnaires est passé de 2 fr. 11 à 4 fr. 58 : coefficient 2,17. Par rapport à 1913, le salaire a comme coefficient 5,35 et celui des impôts dépasse 10.

Le profit ressort d'ailleurs d'autant plus faible que la valeur boursière des actions de nos charbonnages a considérablement augmenté, comme nous le permet d'en juger le tableau suivant :

COURS COMPARÉ DES ACTIONS DES PRINCIPALES COMPAGNIES HOUILLÈRES.

	Janvier 25	Janvier 26	Janvier 27	Mai 28	Avril 29
Aniche	1.175	1.105	1.268	1.975	3.050
Anzin	1.185	1.110	1.226	1.825	2.950
Béthune	3.600	3.850	5.000	8.000	10.450
Courrières	640	689	750	1.195	1.670
Dourges	800	788	1.340	2.065	2.800
Lez	402	359	440	798	1.450
Marles	550	485	598	900	1.240
Ostricourt	1.090	1.075	1.347	1.875	2.150
Vicoigne-Nœux-Drocourt	675	525	610	961	1.450

Cette augmentation du cours des actions de nos mines, nous montre que l'épargne se soucie plus de la sécurité de ces valeurs françaises et des gages d'avenir qu'elles donnent que du dividende qu'elles distribuent. Les derniers bilans des sociétés houillères semblent d'ailleurs donner raison aux capitalistes, car ils témoignent d'une notable augmentation de profits.

SECTION III

L'organisation économique des sociétés houillères.

Il nous paraît intéressant de placer ici l'étude d'un autre facteur de la production du charbon français : l'organisation des sociétés qui exploitent nos mines. Deux particularités de cette organisation semblent mériter une mention spéciale : ce sont le phénomène de concentration et d'inté-

gration et le « Comité central des houillères de France ». Aussi, après avoir cité quelques-unes de nos plus importantes exploitations houillères, en ferons-nous les deux points principaux de cette section.

Il y a en France un nombre relativement considérable de sociétés d'exploitation houillère; il est impossible d'en donner une étude détaillée et complète sans dépasser le cadre de cet ouvrage, aussi nous sommes-nous limité à donner quelques renseignements sur nos principales compagnies.

C'est ainsi que nous avons :

Les Mines de Courrières, que l'on peut considérer comme la plus importante société minière française. Elle exploite un espace de 5.439 hectares et occupait en 1923 22.000 ouvriers environ. Son matériel d'exploitation fut complètement détruit en 1914 par les Allemands.

Voici les chiffres comparés de sa production ces dernières années, qui nous permettent de juger de son importance :

1912,	3.096.413 tonnes;
1920,	43.053 tonnes;
1925,	3.622.234 tonnes;
1926,	4.430.000 tonnes.

Les Mines d'Anzin, dont la concession s'étend sur 28.088 hectares et dont la production presque anéantie par les déprédations allemandes s'est brillamment relevée depuis. Voici d'ailleurs le nombre de tonnes extrait avant et depuis la guerre :

1912,	3.411.000 tonnes;
1919,	400.000 tonnes;
1928,	4.435.000 tonnes.

Les Mines de Lens représentent un de nos meilleurs char-

bonnages, Elles semblent avoir attiré pendant la guerre la rage des Allemands, qui se sont acharnés à sa destruction, aussi leur reconstruction fut-elle longue et difficile.

Cette société exploite 6.939 hectares de concession sans compter les mines de Meurchin, qu'elle a achetées après la guerre.

Le chiffre des tonnes extraites ces dernières années nous montre l'importance et la marche ascensionnelle de la production de cette société :

1913, 4.000.000 tonnes environ;

1923, 2.748.877 tonnes;

1926, 3.300.000 tonnes environ;

1927, 3.638.772 tonnes;

1928, 3.883.023 tonnes.

Il n'est pas exagéré, dit-on, d'espérer sous peu une production annuelle de 5 millions de tonnes. De bonne qualité, le charbon de Lens convient à tous les usages.

Les Mines de Bruay, dont la concession s'étend sur 4.901 hectares, ont eu un rôle particulièrement important pendant la guerre. La plupart de nos bassins houillers étaient envahis, aussi chercha-t-on, pour subvenir aux besoins de la défense nationale, à développer le plus possible la production des mines épargnées. Les mines de Bruay furent certainement celles qui donnèrent les meilleurs résultats comme l'indiquent les données suivantes :

1912, 2.661.808 tonnes ;

1917, 4.500.000 tonnes environ.

Années sociales :

1925-26, 3.220.514 tonnes;

1926-27, 3.377.179 tonnes;

1927-28, 3.450.000 tonnes environ.

Les Mines de Vicoigne, Nœux et Drocourt ont une concession très importante : 16.943 hectares. Vicoigne et Drocourt furent elles aussi détruites pendant la guerre. Nœux était heureusement hors de l'invasion.

Ces gisements produisent des charbons très variés : Vicoigne donne de l'antracite contenant 5 à 10 p. 100 de matières volatiles; Nœux des houilles maigres à 10 p. 100 de matières volatiles, des houilles grasses diverses et même des houilles sèches à longue flamme contenant 40 à 50 p. 100 de matières volatiles. A Drocourt, le charbon est propre à la cokéfaction, il contient 30 à 35 p. 100 de matières volatiles.

Cette Société, qui occupait, en 1925, 17.102 ouvriers, a produit 3.366.000 tonnes en 1928, contre 2.681.600 tonnes en 1913 (7).

Parmi les autres Compagnies importantes, citons Aniche, Béthune, Marles, etc.

La similitude d'intérêt de nos divers charbonnages, l'avantage qu'ils devaient trouver à adopter une politique d'ensemble notamment pour tenir tête à la concurrence étrangère, les amenèrent, dès 1886, à se grouper sous la forme syndicale du « Comité central des houillères de France ». Ce groupement, comme nous allons le voir, n'est pas à proprement parler un exemple de la concentration actuellement si à l'ordre du jour, ni en particulier un cartel, c'est plutôt un syndicat corporatif dont les membres groupés pour la défense d'intérêts communs ont cependant tenu à conserver une indépendance complète pour la gestion de leur entreprise. Au surplus, en voici une étude plus détaillée.

(7) *L'Echo commercial et industriel de France et des colonies*, février-mars 1927.

*
* *

Le Comité central des houillères de France.

Ce Comité fut fondé sur l'initiative de M. Darcy, qui fut son président depuis le début jusqu'à ces dernières années, c'est-à-dire pendant près de quarante ans. Son président actuel est M. de Peyrimhoff.

La première forme du Comité fut celle d'une association temporaire et de circonstance. Nous étions au lendemain de 1884, c'est-à-dire au début de l'activité syndicale et on ne s'engageait dans cette voie qu'avec une certaine timidité et après quelques hésitations. Ce n'est que l'année suivante que le Syndicat déposait ses statuts conformément à la loi et prenait son nom de « Comité central des houillères de France ».

L'objet de ce groupement strictement corporatif est assez restreint. Son but initial n'était que l'étude d'un certain nombre de projets législatifs qui touchaient directement les intérêts de l'industrie houillère. Lorsque le Syndicat fut définitivement constitué, son objet fut élargi et l'article 2 des statuts le définit : « l'étude et la défense des intérêts communs de l'industrie houillère française ». C'est un syndicat professionnel régi par la loi de 1884 qui groupe toutes les forces productrices de houille de la nation.

Ce groupement a d'ailleurs, depuis, adhéré à un groupement d'ordre plus général : à la « Confédération générale de la production française » (3^e groupement). De plus, il participe aux travaux d'autres associations ou les subventionne, citons par exemple l'Association nationale d'expansion économique, l'Union des industries métallurgiques et

minières, l'Association de l'industrie et de l'agriculture française, la Fédération des industriels et des commerçants français (8).

L'activité du Comité des houillères a été des plus grandes; si nous prenons la période qui sépare sa fondation de la guerre, nous pouvons classer son activité sous deux ordres principaux : l'ordre législatif et l'ordre technique.

L'étude et même souvent l'élaboration des textes législatifs ou réglementaires concernant directement ou indirectement l'industrie houillère a donc été un des objets essentiels du Comité. Sans nous arrêter à toutes les manifestations de son activité dans l'ordre législatif, nous pouvons citer quelques-unes de ses principales interventions. C'est ainsi que le Comité, grâce à l'activité personnelle de son président, M. Darcy, a contribué à l'élaboration de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et de la loi de 1913 qui a introduit la journée de huit heures dans l'industrie houillère, devançant ainsi toutes les autres industries dans la voie de ce grand progrès social. Le Comité joua son rôle aussi dans l'élaboration des lois de 1894 et de 1914, établissant, l'une, les retraites des ouvriers mineurs, et les autres, la caisse autonome chargée de gérer ces retraites.

Quant aux préoccupations d'ordre technique, elle devait aussi tenir une grande place dans les travaux du groupement corporatif d'une industrie dans laquelle les problèmes de l'exploitation tiennent une place si importante. Fait curieux et intéressant à signaler, le Comité des houillères est le premier de tous les organismes analogues qui se soit attaché à donner la forme syndicale aux recherches scientifiques. Il a ainsi concentré et multiplié la puissance

(8) Cahiers des Etats généraux, janvier 1924.

des moyens d'argent; il a pu donner aux recherches une orientation commune et a suscité un certain nombre d'études dont les plus célèbres sont celles de M. Taffanel sur les poussières de charbon.

Pendant la guerre, le Comité a eu aussi un rôle de premier plan. Le renforcement du rôle syndical et l'expansion de son champ d'action fut un phénomène commun à toutes les industries devant les besoins nouveaux et les problèmes corporatifs complexes qui surgissaient alors.

L'industrie houillère a d'autant mieux profité de son organisation corporative que sa production intéressait en premier chef les besoins de la défense nationale et la vie de la nation tout entière. Le Comité, à plusieurs reprises, a été le conseiller de l'autorité administrative, soit pour la taxation des prix, soit pour la répartition des ventes. Ce groupement syndical permit aussi à chaque mine d'obtenir du Gouvernement tout ce qui était nécessaire à son exploitation. La main-d'œuvre, facteur le plus important de ces exploitations pendant la guerre, fit l'objet dès le début d'une réglementation spéciale; des dizaines de milliers de mineurs mobilisés furent remis à la disposition des mines. Ce fut une véritable mobilisation industrielle qu'organisa le Comité des houillères, mobilisation antérieure à celle du même genre qui intervint ensuite dans les arsenaux.

Ainsi, pendant la guerre, nous assistons à une véritable transformation du rôle de ce groupement⁽⁹⁾. Il pénètre maintenant dans la vie courante de l'exploitation. Il ne se cantonne plus dans son rôle primitif de défense des intérêts permanents et moraux d'une industrie, il devient un véritable auxiliaire pour l'exploitant. Cette conception nou-

(9) Cahiers des Etats généraux, janvier 1924.

velle continue d'exister à notre époque et on peut se demander si, à l'avenir, nos différents bassins houillers qui jusqu'à présent ont conservé, semble-t-il, une parfaite autonomie ne se soumettront pas peu à peu à l'emprise grandissant de leur Comité central et ne finiront pas par constituer une vaste association commerciale et même technique, qui serait fort apparentée aux cartels allemands.

Quoi qu'il en soit, le Comité central, après la guerre, se trouva en face de trois problèmes très graves; il fallait reconstruire une bonne partie de nos mines détruites par les Allemands, de plus, la loi du 23 juin 1919 venait amputer notre production houillère de 20 p. 100 environ, réduisant la journée de travail qui avait déjà pour les mines subi cette même réduction en 1913. Enfin, la refonte de la loi de 1810 et la création d'un nouveau régime minier était imminente. La victoire de l'idée étatiste risquait de compromettre l'avenir de nos sociétés houillères.

Pour la reconstitution des houillères sinistrées, c'est en 1917, avant la fin de la guerre, que, sous les auspices du Comité des houillères, s'était constituée la commission administrative, puis la commission technique des houillères sinistrées, chargées de préparer, l'une le relèvement financier, l'autre, la réparation matérielle des exploitations. On peut dire que c'est grâce à l'effort corporatif, aussi bien qu'au labeur de chacun, que la reconstitution a été menée avec la vigueur que l'on sait.

Le Comité des houillères prit aussi une part active à la solution du problème de main-d'œuvre, soulevé par la diminution de la durée de travail, la diminution du rendement amenée par les habitudes de guerre et les nouveaux besoins de la reconstitution, en organisant l'immigration de la main-d'œuvre étrangère. Il collabora avec le Gouver-

nement pour l'élaboration des instruments diplomatiques qui devaient permettre le recrutement de cette main-d'œuvre.

Au point de vue législatif, le Comité des houillères a collaboré à la refonte de notre système minier par la loi du 9 juillet 1919; il s'est occupé même de la loi du 13 avril 1919 sur les réparations des dommages de guerre, des lois sur les retraites minières, et des lois sur le statut des étrangers en France.

Ce véritable syndicat professionnel se réunit tous les ans en une assemblée générale dans laquelle un rapport ⁽¹⁰⁾ est présenté par le président qui fait, pour ainsi dire, le point de la situation minière; il étudie les résultats obtenus l'année précédente et ceux qu'il faut espérer de l'année en cours. Mettant en pleine lumière les difficultés auxquelles se heurtent nos charbonnages, il propose des solutions pour les aplanir, etc.

Très vivant et très fécond en résultats, cet organisme qui a près d'un demi-siècle d'existence semble devoir encore longtemps aider au développement de notre industrie minière.

La concentration et l'intégration dans la mine française.

Pour compléter notre aperçu sur l'organisation de la mine française, il est nécessaire de signaler la tendance à la concentration et à l'intégration que l'on trouve chez elle comme dans la plupart des entreprises modernes.

(10) C'est d'ailleurs aux chiffres et statistiques contenus dans ces rapports que nous avons emprunté bon nombre de ceux qui figurent dans cette étude.

En plus des usines génératrices d'électricité dont nous avons parlé plus haut, nos compagnies houillères multiplient leurs fours à coke. Par là elles resserrent leurs liens avec l'industrie métallurgique, elles s'efforcent de la libérer des difficultés qu'elle éprouve à s'approvisionner en coke par delà nos frontières. De même, nos mines ont tendance à construire des usines chimiques dans lesquelles elles distillent elles-mêmes la houille et fabriquent des combustibles liquides, qu'elles peuvent ainsi livrer directement à la consommation.

Nos mines de charbon demandent aussi à l'intégration des armes pour la bataille économique. Nos grands charbonnages cherchent de plus en plus à conclure des accords avec les sociétés métallurgiques et chimiques. Ces accords, qui ne sont pas uniquement industriels, se placent aussi la plupart du temps sur le terrain financier et il en résulte une interpénétration complète des capitaux de ces entreprises. Comme exemple de ces ententes, nous pouvons citer celles des Forges du Nord et de l'Est et des Mines de Lens, celles des Aciéries de Pompey et des Mines de Vicoigne, Nœux et Drocourt, etc. Les Mines d'Anzin et les Etablissements Kulhmann ont récemment mis au point, de concert, la fabrication de l'ammoniaque synthétique et ouvert une usine produisant de l'hydrogène. Ces ententes semblent présenter d'autant plus d'intérêt qu'elles sont toutes récentes (la plupart datent de 1928) et présagent toute une transformation dans l'économie de nos houillères.

C'est un pas intéressant fait par elles dans la voie de la rationalisation et il y a tout lieu de croire qu'il ne pourra qu'augmenter la productivité de notre pays et par conséquent être un élément de bien-être général.

Ce facteur de production qu'est l'organisation économi-

que s'inspire donc des méthodes les plus récentes. Avec le perfectionnement du matériel d'exploitation qui, comme nous l'avons vu, est bien au point, avec le bien-être accru du mineur, et enfin avec le développement de puissance de nos sociétés houillères par la concentration et l'intégration, les perspectives d'avenir de la mine de charbon française ne peuvent être que brillantes.

Nous arrivons ainsi au terme de cette première partie où nous nous étions proposé d'étudier surtout la production française, sa quantité, sa qualité, ses principaux facteurs et les concurrents de la houille. Nous sommes maintenant naturellement amenés à nous demander la place que tient dans le monde cette production. Quelle est sa situation sur le marché international ? C'est le sujet de notre deuxième partie.

DEUXIÈME PARTIE

LE MARCHÉ DU CHARBON

CHAPITRE PREMIER

LES MINES FRANÇAISES ET LE MARCHÉ INTERNATIONAL DU CHARBON

Le marché international du charbon est l'ensemble des transactions au moyen desquelles se font les sorties et les entrées de ce combustible dans les pays de production et de consommation. Le tableau suivant nous donne une physionomie approximative de ce marché en nous mettant sous les yeux les chiffres représentant l'excédent de l'importation ou de l'exportation de chaque pays.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS NETTES DE HOUILLE EN 1925 (1).

(En millions de tonnes.)

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Canada	15.513	—
Etats-Unis	—	23.156
Argentine	3.885	—
Brésil	2.149	—
Allemagne	—	25.461
Autriche	5.020	—
Belgique	7.563	—

(1) D'après le mémorandum sur le charbon (Vol. I), Société des Nations, section économique et financière, Genève 1927

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Espagne	1.727	—
France	26.230	—
Italie	10.338	—
Pays-Bas	4.783	—
Pologne	—	8.202
Royaume-Uni	—	72.389
Suède	4.432	—
Suisse	2.856	—

Adoptant l'ordre chronologique, nous allons passer en revue les phases diverses par lesquelles a passé le marché français depuis la guerre, le chiffre de ses importations et de ses exportations et la concurrence qu'il a eu à soutenir de la part des nations qui l'entourent.

Au lendemain de la guerre, notre situation charbonnière était particulièrement pénible. Notre production, très déficitaire par suite des dévastations que nous avons subies, avait à supporter les assauts de la concurrence étrangère, toujours en quête de conquérir un marché nouveau.

La France, de par sa situation géographique très rapprochée de deux gros pays exportateurs, l'Allemagne et l'Angleterre, a toujours été pour eux un objet de convoitise comme débouché de leurs houillères. Déjà, en 1921, la lutte commerciale est vive pour cette conquête. Si les Etats-Unis semblent peu à peu abandonner leur clientèle française, si la Belgique semble vouloir se cantonner dans la fourniture de un à deux millions de tonnes par an, les charbons anglais et allemands tentent, avec opiniâtreté et au prix de grands sacrifices, de conquérir notre marché.

De plus, au cours de l'automne 1920, une crise économique mondiale partie du Japon et de l'Amérique du Sud s'installait en Europe et, dès le début de 1921, l'industrie houillère française commença à en ressentir les effets : les stocks accumulés atteignaient, en mars, 1.300.000 tonnes.

Durant cette année, le pays consomma, coke compris, 48.400.000 tonnes, alors qu'on évalue approximativement l'étiage normal de la France d'après guerre à 75.000.000 de tonnes. La crise avait donc réduit la consommation de 35 p. 100 environ. Une grande grève anglaise, déclenchée à cette époque, détendit heureusement, dans une certaine mesure, la situation de nos houillères.

Cette grève, qui a interrompu pendant quatre mois les exportations du charbon britannique, explique la modicité de notre importation de houille anglaise en 1921. Mais, dès le début de l'année suivante, l'Angleterre nous envoyait plus d'un million de tonnes par mois, ce qui montre sa puissance de pénétration et son désir de vendre chez nous. Cette ténacité à conquérir notre clientèle était d'autant plus vive que la fermeture plus ou moins totale des marchés extérieurs qu'elle avait conquis pendant la guerre lui en faisait une nécessité pour éviter le chômage et l'alourdissement de son marché intérieur. Notons la politique des prix qu'elle emploie pour arriver à ses fins. Dès 1920, un dégonflement spontané des prix du charbon anglais se produisit, mais, en 1921, on constate un véritable écroulement. Ils vendent chez nous à un prix inférieur à leur prix de revient et inférieur de 6 shillings à leurs prix intérieurs. Heureusement que la faiblesse de notre change contrebalançait les effets de cette politique, sans quoi l'existence même de nos exploitations aurait été menacée.

Pendant la même période, l'Allemagne, notre autre concurrente, nous envoya surtout du coke en exécution du Traité de Versailles. Ces livraisons faites à des prix très bas, relativement à ceux que nous pouvions faire, gênèrent beaucoup notre production. Quel fut le résultat de cette entreprise des charbons anglais et des cokes allemands aggra-

vée par la crise commerciale ? Nos compagnies furent obligées d'abaisser leur prix de vente. Elles supportèrent d'abord seules cet affaiblissement des prix, puis elles se virent contraintes de baisser les salaires qui, comme nous l'avons vu, avaient été notablement relevés en 1920.

La crise économique mondiale ne fit heureusement qu'effleurer notre pays à côté de certains autres. Notre activité était sollicitée par la reconstruction de nos régions dévastées et la variété des ressources de la France, lui permettant de suffire à presque tous ses besoins, lui donnait une grande indépendance dans la vie économique internationale. Ainsi, dès 1922, le mal est conjuré et notre consommation de houille remonte à 38.087.000 tonnes, chiffre encore éloigné de celui de notre consommation normale, mais en excédent cependant de quelque 10 millions de tonnes sur celui de l'année précédente.

La production nationale ne put fournir encore que 55 p 100 des besoins du pays et nous fûmes obligés d'importer 22.334.000 tonnes de houille crue, 5.140.000 tonnes de coke et 1.542.000 tonnes d'agglomérés au cours de l'année.

C'est le charbon anglais qui tient la première place dans ces importations. La politique que suivit la Grande-Bretagne, en 1921, pour conquérir les marchés extérieurs lui a réussi. On peut dire qu'à la fin de 1922 elle a reconquis tous ses domaines d'exportations d'avant-guerre et cela malgré la hausse de la livre.

Quant aux charbons allemands, leur importation inférieure à celle de l'année précédente pour la houille crue (3.700.000 tonnes) a augmenté sensiblement pour le coke (plus de 4 millions de tonnes). On commence à remarquer que la baisse du mark, qui avait d'abord favorisé l'exportation allemande, n'a plus d'influence aujourd'hui. Ainsi

se vérifie le principe que la « baisse de la monnaie ne donne au prix de revient qu'une facilité temporaire et aux exportations, qu'une exaltation factice ».

Signalons, en passant, que notre importation de Belgique s'est aussi accrue en 1922 et que c'est cette même année que les charbons hollandais font leur apparition sur notre marché. L'exportation française, elle, se cantonne aux environs de 2 millions de tonnes.

Si nous passons maintenant à l'exercice 1923, nous pouvons remarquer que, malgré l'augmentation de notre production, nos importations augmentèrent elles aussi, si bien que notre consommation atteignit le chiffre de 66.676.000 tonnes, dont 26.268.000 tonnes de houille crue importée. Par contre, notre importation de coke et d'agglomérés est en régression notable : 3.628.000 tonnes pour le premier et 776.000 tonnes pour les seconds. C'est la houillère anglaise qui a le plus importé en France en 1923 (17.954.000 tonnes), chiffre qu'on n'avait pas enregistré depuis 1915 et 1916.

Malgré cette situation commerciale florissante, on sent déjà le marché anglais dominé par les problèmes sociaux, issus d'une trop longue compression des prix de revient, génératrice de salaires et de bénéfices insuffisants. La conquête des marchés extérieurs a sans doute été menée à bien, mais ni la production ni l'ouvrier n'en ont encore tiré profit.

Cette année est aussi un temps de crise pour l'Allemagne. L'occupation militaire et le contrôle économique dans le bassin rhénan-westphalien, une course folle entre les prix et la monnaie, la « résistance passive » de l'Allemagne jusqu'au mois de septembre, bouleversent l'économie de la houillère allemande, qui passe de l'arrêt à la reprise du

travail, du relâchement à la tension, du désordre à l'équilibre. Au mois de septembre, intervient heureusement le fléchissement de la résistance passive, les ouvriers acceptent une importante prolongation de la journée de travail (sept heures et demie de travail effectif) et la vie normale reprend pour les houillères. La concurrence devient même alors sérieuse pour nous, à cause du gros rendement qu'obtient l'Allemagne à un prix de revient très intéressant. Au total, nous avons beaucoup moins importé de houille d'Allemagne en 1923 qu'en 1922 :

Houille crue	Tonnes	1.478.000	au lieu de	3.730.000
Coke		2.073.000	au lieu de	4.308.000
Agglomérés		20.500	au lieu de	499.000

Par contre, notre exportation a augmenté et atteint environ 3 millions de tonnes. Devant ce fait, le Gouvernement rétablit le principe de la prohibition de sortie des houilles, disparu depuis 1921.

En 1924, la consommation française s'accrut encore d'une façon considérable : 75.084.000 tonnes, ce qui entraîna une grande fermeté du marché. Les traces de la guerre s'effacent de plus en plus et notre vie économique reprend son allure normale. La production des houillères nationales fournit 60 p. 100 de la consommation, contre 57 p. 100 en 1923, augmentation importante si l'on tient compte du gros accroissement de la consommation. Les importations rétrogradèrent légèrement; c'est ainsi qu'on enregistra, par exemple, 23.106.000 tonnes de houille crue; par contre, les entrées du coke augmentent avec la reprise des livraisons allemandes et dépassent le chiffre de 5 millions de tonnes. L'accroissement de notre consommation a, en définitive, surtout profité à la houillère française.

Les importations anglaises ont beaucoup diminué, elles passent de 18 à 13 millions de tonnes. Nous ne recevons plus que 53.000 tonnes de coke anglais, autant de diminutions dues aux livraisons allemandes. Nous enregistrons, en effet, pour ces dernières :

Houille crue	Tonnes	4.265.000, contre	1.496.000
Coke		4.550.000	— 2.073.000
Agglomérés		461.000	— 205.000

Signalons de plus nos importations des charbons sarrois qui, gênées en 1923 par une grande grève, enregistrent de sérieux progrès et passent de 3 millions 183.000 tonnes à 5 millions 214.000 tonnes.

C'est à ce moment où notre production nationale rend à plein et où notre consommation semble aussi être normale que va se poser un problème nouveau. Après avoir résolu en quelque sorte le problème de la production qui se posait après guerre, nous allons nous trouver en face d'un problème de répartition. La couverture des besoins du pays est largement acquise par le jeu de la production et de l'importation; il va falloir harmoniser ces deux éléments et ajuster dans des conditions raisonnables et permanentes de ces deux courants ?

Il semble paradoxal que nous soyons embarrassés dès l'instant que nous pouvions, par des jeux de tarifs ferroviaires ou douaniers, ou même par des prohibitions, refouler les charbons étrangers de notre territoire; mais ici interviennent les lois géographiques. Par rapport aux besoins généraux du pays, la production est nettement excentrique et située sur nos frontières septentrionales et orientales. Au contraire, la consommation par nos ports puise très facilement dans le réservoir marin, dont il n'est pas inutile

de signaler l'importance au point de vue du commerce international du charbon. Si certaines quantités sont en effet déplacées par voie ferrée, son transport se fait surtout par eau, à cause du bon marché relatif du fret.

Presque tous nos ports sont largement ouverts au commerce du charbon, d'aucuns s'y spécialisent, comme Strasbourg, Rouen et Lorient. Ainsi nos bassins houillers et nos régions côtières de l'Atlantique forment deux éléments antagonistes de notre économie. Nos pouvoirs publics le savent bien, aussi leur est-il assez difficile de prendre des mesures qui, favorables aux uns, déplaisent aux autres.

Nos compagnies minières réclament depuis fort longtemps un abaissement des tarifs de transport pour la houille française sur nos voies ferrées. Elles n'ont obtenu jusqu'à présent qu'une timide et bien insuffisante réduction. Elles voudraient aussi obtenir une protection douanière efficace; on ne saurait en effet tenir pour protecteur le droit de 1 fr. 20 la tonne, vieux de soixante-dix ans, digne tout au plus d'être considéré comme un droit de statistique. M. de Peyrimhoff, dans son rapport à l'assemblée générale du Comité central des houillères de France du 27 mars 1923, le compare à « ces membres atrophiés qui rappellent, chez les espèces animales, les faunes des époques géologiques disparues; il n'est plus guère, dit-il, que le témoignage des temps où cette modeste taxe constituait vraiment une protection ».

La houillère française n'est pas la seule à chercher, dès 1924, la solution de ce que nous avons appelé un problème de répartition. Tout le monde producteur commence à souffrir d'une période de pléthore qui, nous allons le voir, ne fera qu'augmenter les années suivantes.

La Belgique, à cette époque, a été obligée de procéder à

deux diminutions de salaires et ses mines sont encombrées de stocks.

En Angleterre, c'était un véritable drame économique sur lequel se jouait l'existence même des ouvriers et des exploitants. L'exportation de ce pays est inférieure de 25 millions de tonnes à celle de l'année précédente.

L'Allemagne a plus que doublé sa production : 128.828.000 tonnes, contre 62.220.000 tonnes, l'année précédente. Ses charbons, livrés à la France, sont vendus aux consommateurs à des prix inférieurs à leur prix de revient réel. Il est facile de s'imaginer à quel point cette énorme production a été capable de gêner la vente de notre minéral.

C'est l'Etat français qui, au titre des réparations, reçoit la part principale des importations allemandes de charbon et de coke et ces prestations constituent, sans aucun doute, un procédé exceptionnellement efficace pour le paiement des indemnités dues par l'Allemagne; mais on ne saurait admettre que la revente de ces charbons par notre Gouvernement soit faite avec une perte excessive sur les prix facturés par la Commission des réparations. Il faut ménager aussi bien les intérêts du Trésor que ceux de la mine française. Le président du Comité des houillères pense, à ce propos, qu'il serait peut-être possible de dégager un aménagement convenable de livraisons par marchés libres, dans le cadre du plan Dawes, tout en atténuant ou même en supprimant les pertes du Trésor, aménagement qui achèminerait les deux pays vers la reprise « hautement souhaitable » de leurs relations commerciales normales.

En 1923, notre consommation reste aux environs de 75 millions de tonnes. Notre marché est très impressionné par les mouvements des changes. La faiblesse de notre de-

visé rend difficile le renouvellement des stocks de matières premières et ralentit le mouvement de nos industries; elle gêne aussi l'importation des charbons étrangers chez nous. Notre production en a profité, nous avons produit en effet, en 1925, 64 p. 100 de notre consommation. C'est la première fois depuis la guerre que le pourcentage dépasse celui d'avant guerre. Ce résultat très réconfortant pour la bonne tenue de notre industrie n'était pas déjà sans soulever des inquiétudes pour l'avenir du marché.

Les importations anglaises reculent encore, en 1925, d'impressionnante façon et atteignent à peine 9.936.000 tonnes de houille crue et pas du tout de coke. Pour l'Allemagne nous enregistrons les chiffres suivants : 5.518.000 tonnes de houille crue; 4.115.000 tonnes de coke et 388.000 tonnes d'agglomérés.

Ces deux pays souffrent toujours de la crise de surproduction. En Allemagne, nous assistons à une réduction brutale des effectifs du personnel. Dans la Ruhr, de janvier à décembre 1925, ils tombent de 472.000 à 388.000 ouvriers.

En Angleterre, la crise est plus grave encore par ces conséquences sociales et son évolution politique : « Elle domine peut-on dire l'équilibre du pays et sa profondeur a conduit le Gouvernement à adopter des mesures provisoires, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles constituent en même temps que le plus formidable *dumping* sur le marché d'exportation, l'intervention la plus téméraire dans la vie d'une industrie incapable d'aboutir par ses propres forces aux résolutions douloureuses dont la nécessité s'impose. » C'est ici un exemple frappant, croyons-nous, du caractère néfaste des interventions de l'Etat dans le domaine des lois économiques plus puissantes que toutes les autorités législatives. Ce n'est pas en prenant à sa charge une partie

des salaires, et cela dans des proportions qui vont jusqu'à 30 francs par tonne dans certains endroits, à cette époque, que le Gouvernement anglais pouvait sauver une industrie incapable de vivre dès qu'elle n'était plus subventionnée. Il aurait dû, au contraire, l'obliger à se placer dans des conditions économiques qui lui auraient permis de subsister par ses propres moyens. La vieille économie charbonnière anglaise semble mortellement frappée, inutile de lui donner des fortifiants qui ne font que retarder sa fin. Il faut, pour l'avenir de la Grande-Bretagne, que les vieilles méthodes d'exploitation soient profondément modifiées et que de véritables révolutions s'accomplissent dans l'industrie de la houille comme dans bien d'autres d'ailleurs. Il faudra en même temps révéler, pour cette matière première qu'est le charbon, d'autres emplois que celui de combustible; si l'on n'arrive pas assez loin dans cette voie, l'Angleterre se verra obligée d'organiser sa vie économique en restreignant sa production houillère et en dirigeant nombre de ses mineurs vers d'autres métiers et d'autres pays où ils pourront employer leur activité.

En résumé, l'année 1925 nous permet d'enregistrer une assez bonne tenue de nos houillères, et une crise européenne générale qui se traduit par l'accumulation des stocks et des licenciements massifs d'ouvriers.

En 1926, la situation houillère du continent change grâce à la grève anglaise (1^{er} mai 1926). Les charbonnages continentaux se trouvent soulagés et chez nous naît une activité fiévreuse à la vue de l'épuisement des stocks et des besoins nationaux. On évalue que cette grève diminua de 117.000.000 de tonnes environ la production anglaise et, pendant ce même temps, la production de l'Europe continentale s'est accrue de 29.000.000 de tonnes.

L'accroissement de production des mines françaises, 4.000.000 de tonnes environ en 1925, correspond exactement à l'augmentation de la consommation. Favorisée par la baisse du change, cette consommation se ralentit avec la vigoureuse reprise du franc. La baisse de notre devise a constitué jusqu'en 1926 une véritable prime aux charbons français vis-à-vis des producteurs étrangers; désormais, il ne va plus falloir compter là-dessus. Il n'en reste pas moins très important pour nous de nous soustraire à la domination des autres pays producteurs de charbon.

Le grand fait qui, de nos jours, domine le marché international de ce combustible est son abondance; les débouchés ordinaires ne peuvent suffire à en consommer toute la production.

« Du début de la grande guerre à la fin de la grève minière de 1926, nous dit M. de Peyrimhoff, le vieux monde a vécu sous la hantise d'une disette de charbon. Le problème du charbon se posait en termes très simples aux yeux des masses : produire à force, pousser partout l'extraction à coups d'effectifs, à coups de subsides au besoin, afin de libérer les économies nationales d'un des pires fléaux qui menacent la civilisation moderne : le charbon trop rare et trop cher. Les producteurs ont si bien et si promptement suivi le mot d'ordre appuyé parfois d'injonctions impérieuses, que la surabondance a partout remplacé la disette. Pendant dix à douze ans, on a redouté de manquer de charbon, maintenant l'Europe en regorge. » (1).

Tous les pays ne sont pas également impressionnés par cette situation. Les uns, à importation nette, semblent à

(2) Interview accordé à M. André de Wissant, paru dans la *Petite Gironde* du 21 janvier 1929.

première vue devoir en profiter, en effet, la surabondance de charbon entraîne une baisse des prix dont profite le pays consommateur. Mais n'oublions pas que ces pays importateurs sont en même temps quelquefois producteurs et, si la balance commerciale profite de la baisse du prix, il arrive en même temps que leur industrie minière nationale en souffre grandement; c'est ce qui se produit en particulier, de nos jours, pour la France. En tout cas ce sont les pays exportateurs qui semblent devoir être le plus atteints par la crise de surproduction. Parmi eux, les Etats-Unis ont une trop petite exportation par rapport à leur production totale pour s'inquiéter outre mesure du marché extérieur; l'Allemagne a une telle maîtrise pour la transformation chimique de la houille qu'elle arrive à employer l'excédent de sa production; le charbon polonais lui-même s'écoule assez normalement. Mais la Grande-Bretagne avec son exportation considérable (celle-ci se chiffrait à 72.000.000 de tonnes, en 1923) subit la crise dans toute son acuité. La question charbonnière est, on peut le dire, la plus importante de celles qui se posent pour nos voisins d'outre-Manche.

L'Angleterre en effet, par sa politique libre-échangiste, a depuis un siècle spécialisé dans une très grande mesure ses forces productrices, si bien que toute sa vie économique est basée sur les échanges qu'elle fait avec les autres pays, sur ses exportations aussi bien que ses importations. Son pouvoir d'achat est essentiellement fonction de la vente de ses produits nationaux. On comprendra l'importance d'une crise charbonnière comme celle qui sévit ces dernières années pour ce pays, dont les mines de houille constituent la principale richesse et la vente du charbon la base de ses exportations.

L'exercice 1927 s'ouvrit sous d'assez sombres perspectives : la grève anglaise venait de finir. A la famine, allait succéder l'abondance, d'où une concurrence très âpre entre l'Angleterre, désireuse de reprendre ses anciens clients, et les continentaux qui l'ont supplantée. Au début d'avril, la situation charbonnière française devient très dure ; à la concurrence étrangère, en effet, s'ajoutait une période de sous-consommation engendrée par la hausse du franc. Ces difficultés ne firent que s'accroître dans le courant de l'année.

Sur 19.010.994 tonnes de houille que nous avons importées en 1927 :

9.071.795 nous ont été fournies par l'Angleterre ;
6.281.649 nous ont été fournies par l'Allemagne ;
2.247.174 nous ont été fournies par l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Ces chiffres nous indiquent les puissances charbonnières contre lesquelles la production française eut le plus à lutter en cette période de surproduction mondiale. Un des éléments de force des charbonnages anglais et allemands est la pratique des « dumpings ». Le soutien de leur marché d'exportation est pour eux, un souci de premier plan. On peut évaluer à 9 millions de livres environ le déficit global d'exploitation des mines de charbons anglaises pendant les trois derniers trimestres de 1927. Pendant le dernier trimestre 1927, elle a perdu net plus d'un shilling par tonne vendue.

En Allemagne existe une organisation peut-être plus minutieuse de la lutte qu'en Angleterre, organisation qui exige des sacrifices aussi grands. Le « Kolensyndikat », en effet, centralise les ventes du charbon et perçoit sur chaque tonne de houille vendue, tant à l'extérieur qu'à l'inté-

rieur, une redevance dénommée « umlage », qui, de 0,12 mark, s'est élevée à partir d'octobre 1927 à 1,38 mark par tonne vendue. Le produit de cette redevance est ensuite affecté aux ventes sur les marchés extérieurs et sert à soutenir la lutte sans merci que se livrent les charbons anglais et les charbons allemands sur le marché mondial, et en particulier dans la région allemande dite « contestée », c'est-à-dire dans la partie du territoire où les frais de transports n'assurent pas un monopole incontesté aux charbons de la Ruhr.

Cette lutte est déjà une lutte pour le montant des participations dans une future entente charbonnière internationale qui ne manquera pas d'intervenir. En tout cas, elle a pour effet de grever de grosses pertes l'industrie charbonnière. Même les mines qui ne vendent que dans les régions non contestées doivent prendre part aux frais.

A propos de cette politique charbonnière la *Gazette de Francfort*, un des principaux journaux allemands, n'hésite pas à dire dans son numéro du 21 avril 1928 : « Est-il raisonnable de gaspiller ainsi sur les marchés étrangers et dans les régions côtières du Reich une richesse allemande si précieuse pour l'avenir ? Est-il raisonnable de relever chaque année davantage, pour vendre ainsi à perte, la production de la Ruhr, qui dépassait largement en 1927 son niveau de 1913, au risque d'installer le déficit dans toute l'industrie houillère allemande ? »

C'est en effet la première question qui se pose, et nous pensons avec le journal allemand que cette lutte à couteaux tirés entre les différents pays producteurs n'est pas la meilleure solution. Bien au contraire, une entente internationale est bien plus susceptible de régler le marché du charbon, de le rendre plus rémunérateur pour le producteur

sans qu'il soit plus onéreux pour le consommateur et d'empêcher le gaspillage qu'entraîne forcément une production trop considérable.

Dans le même article de la *Gazette de Francfort*, l'auteur, non content de condamner implicitement la méthode commerciale du Kolensyndikat, se demande si la nature et la constitution même de cet organisme qui tient assemblées toutes les mines, les bonnes et les mauvaises, n'a pas favorisé à un haut degré des accroissements de production illégitime.

Il pense que si le syndicat ne soutenait pas certaines mines, elles ne pourraient vivre par elles-mêmes, à cause des mauvaises conditions d'exploitation dans lesquelles elles se trouvent, ce qui diminuerait leur production trop considérable et surtout permettrait un abaissement du prix de revient et par suite du prix de vente.

Grâce à ces vastes « dumpings », les charbons anglais et allemands concurrencèrent l'industrie française et même, si l'on peut dire, l'obligèrent à baisser pavillon. La production française mensuelle, qui s'élevait en janvier 1927 à 185.179 tonnes, diminuait en effet dans le courant de l'année, était de 168.423 tonnes en août et s'établissait à 169.859 tonnes en décembre. Malgré cette diminution, d'ailleurs, la France ne pouvait écouler sa production et les carreaux de ses mines étaient encore encombrés. Cette victoire des charbons étrangers est due à la difficulté d'extraction de notre minerai, qui, d'ailleurs, n'est pas non plus, souvent, d'aussi bonne qualité que les charbons étrangers. Pour lutter il ne faut pas seulement à nos mines un outillage des plus modernes, une compression énergique des frais généraux, il leur faudrait encore la limitation des importations par le Gouvernement et la réduction des tarifs de transports par les compagnies de chemin de fer. Le Sud-Ouest de la

France, en particulier, est un véritable fief de la houille anglaise, qu'on pourrait lui enlever par une intelligente politique commerciale.

Malgré cela, la crise de 1927 fut relativement bien supportée par la houillère française, qui diminua il est vrai quelque peu sa production, mais surmonta toutes les difficultés, si bien que l'année 1928 s'ouvrit sur des perspectives plutôt favorables.

Les caractéristiques de l'année 1928, au point de vue du marché international du charbon, ne diffèrent guère cependant de celles de l'année précédente. La surproduction générale continue à alourdir le marché, tandis que la France maintient à grand peine le chiffre de sa production. Le chômage sévit un peu partout dans les mines. Dans les six derniers mois de l'année, en Angleterre, en Belgique, en France et dans le bassin de la Ruhr, 128.000 ouvriers ont quitté la mine. En juillet, la seule corporation minière britannique comptait 180.000 chômeurs totaux et 143.000 chômeurs partiels.

Chez nos concurrents le marché intérieur continue à être fréquemment sacrifié aux marchés lointains, où l'on bataille à coups de sous-offres pour supplanter les rivaux ou seulement se maintenir. Ainsi les régions qui semblent avoir une hypothèque naturelle sur le charbon à bon marché, sont précisément celles où le charbon revient le plus cher. Rien ne montre mieux l'incohérence présente du marché ⁽³⁾.

*
* *

Terminons cet exposé en nous demandant comment on pourrait remédier à la surproduction mondiale du charbon.

(3) André de Wissant, *La bataille européenne du charbon* (Petite Gironde, 21 janv. 1929).

Les uns, se plaçant sur un terrain uniquement technique, songent à modifier et à étendre l'emploi de la houille. Nous avons vu combien les perspectives d'avenir peuvent être intéressantes de ce côté. Malheureusement, si nous avons confiance dans cet avenir, nous ne pouvons nous dissimuler qu'un aménagement pratique sur une grande échelle de cette transformation des emplois de la houille est encore fort éloigné.

D'autres préconisent une politique protectionniste, abaissant les tarifs de chemins de fer et relevant les droits de douane, politique qui peut rendre de grands services à la production d'un pays comme le nôtre, mais qui semble sacrifier le consommateur. De plus, elle ne constitue pas une solution pour le marché international, elle ne fait qu'aviver la lutte commerciale et augmenter la production de certains pays aux dépens de celle des autres.

Pour nous, la meilleure solution, celle vers laquelle d'ailleurs l'on semble s'orienter, consiste en une entente internationale, qui substituera « à la mêlée aveugle des intérêts une discipline collective susceptible d'assurer au profit de tous la régularité et la stabilité »⁽⁴⁾. Il faut organiser la production de façon à fournir à la consommation ce dont elle a besoin tout en évitant une concurrence ruineuse; et cette organisation devra se faire tant sur le plan national que sur le plan international, car la réglementation du marché commun entraîne celle du marché de chaque pays. Ainsi on réglera régionalement et localement les situations les plus fâcheuses et les plus déraisonnables et on obtiendra un résultat d'ensemble satisfaisant.

Sur l'intervention de la Belgique au début de cette année

(4) *Op. cit.*, note précédente

1929, le Comité économique de la Société des Nations a entrepris l'étude des méthodes à employer pour remédier à la crise charbonnière, et cela tant en raison de son acuité au point de vue économique que des problèmes sociaux qu'elle soulève.

Sans connaître encore le résultat de ces travaux, il est permis d'en espérer un pas vers cette organisation internationale que nous souhaitons.

Un point délicat de cette entente entre pays producteurs sera la réglementation de l'extraction des pays qui comme la France importent et produisent à la fois le minerai. Etant donné notre production déficitaire en charbon, est-ce que nous pouvons accepter d'amputer nos facilités de libre et nécessaire développement ? Si à première vue il semble que la prospérité de notre industrie charbonnière est liée à sa liberté de gestion et en particulier à la possibilité pour elle d'augmenter son extraction, on remarque cependant qu'il nous est impossible de nous désintéresser de ce problème international de répartition et de ne pas collaborer à sa solution. Le sacrifice de certains de nos intérêts immédiats sera peut-être un gage de paix économique pour l'avenir.

Comme l'indique le tableau qui est au début de ce chapitre, c'est l'Europe qui opère le plus de transactions de charbon et c'est seulement dans cette partie du monde qu'il y a lieu de parler de commerce international. A côté, en effet, du marché européen, on ne peut guère citer que l'exportation des Etats-Unis vers le Canada et les nations de l'Amérique du Sud, exportation qui d'ailleurs est très minime quand on considère la production totale de la grande république américaine.

CHAPITRE II

LE TRAFIC DES CHARBONS DE LA SARRE

Le charbon de la Sarre est acheté par plusieurs sortes de clients. Si nous prenons par exemple l'année 1922, nous voyons que, sur une production de 10.943.011 tonnes :

3.613.816 tonnes sont allées aux Sarrois;

808.262 tonnes sont allées en Allemagne;

3.410.007 tonnes sont allées en France (limite de 1914);

2.653.819 tonnes sont allées à l'étranger.

Le reste a été consommé par les mines et leur personnel ou transformé en coke.

A propos du trafic de ces charbons il faut remarquer que la consommation régionale de la Sarre ayant toujours joui d'avantages spéciaux, force nous a été de les lui continuer. En conséquence, trois tarifs de vente ont été établis, un pour l'industrie sarroise, un autre pour la consommation domestique de ce pays, et enfin un troisième applicable en France et à l'étranger. Depuis plus de deux siècles, les habitants du pays jouissent d'une faveur que nous leur avons maintenue : chaque ménage a droit pour sa consommation personnelle à une réduction de 10 p. 100 sur 4.600 kilos par an de tout-venant. Le nombre des bénéficiaires de cette faveur s'élevant à 70.000, cela représente une livraison de 412.000 tonnes. Depuis le mois de juillet

1921, des tarifs dégressifs ont été établis dans le but de soutenir la concurrence contre les charbons anglais.

La France a été divisée d'abord en trois, puis en six zones. La vente se fait directement aux consommateurs, sauf pour l'usage domestique et la petite industrie (environ 20 p. 100 au total), qui ont recours à des intermédiaires. Strasbourg, Nancy, Belfort, Reims, Paris et Lyon ont été dotés en conséquence d'agences dépendant de l'Administration des mines. Comme ceux du Pas-de-Calais, les agents touchent un traitement fixe, une indemnité de frais de gestion et une commission sur les ventes.

Les ventes à l'étranger se font aux mêmes tarifs que celles effectuées en France. Le principal client des mines de la Sarre est tout naturellement l'Allemagne, qui a absorbé en 1922 1.182.012 tonnes, soit environ 11,6 p. 100 du total de la production. Ce chiffre est très inférieur à celui de 33 p. 100 qui représentait la consommation allemande des charbons sarrois en 1913, mais il y a lieu de tenir compte de la mise à l'index pratiquée vis-à-vis de nous par une partie de l'industrie d'outre-Rhin.

Vient ensuite l'Autriche-Hongrie, à laquelle les ventes sont effectuées par le comptoir rhéno-danubien. Des difficultés de transports et la proximité de la région silésienne empêchent d'escompter une augmentation de débit vers ce pays. Le Luxembourg et la Belgique ont dépassé le niveau de leurs achats d'avant guerre, mais ces charbons vont surtout à la consommation domestique et aux verreries, aussi leur marché semble-t-il peu susceptible d'extension. La Suisse est une cliente des mines de la Sarre et ses achats se développent d'une façon satisfaisante. L'Italie achète à la Sarre une trentaine de mille tonnes par mois, mais la concurrence anglaise y est très forte, tellement que, pour

acclimater nos charbons, il a fallu commencer par vendre à perte. Les expéditions se font à la fois par la Suisse et par la France. Ce marché a été doublé depuis 1913.

Citons enfin pour être complet un client temporaire que donnent certaines années à la Sarre des circonstances particulières : c'est l'Angleterre elle-même. Par suite des grèves de mineurs qui ont sévi chez elle, elle s'est vue obligée d'avoir recours à l'importation. En 1921, du mois de mai au mois de septembre elle acheta à la Sarre 664.276 tonnes. Cette quantité aurait d'ailleurs été bien plus considérable si les disponibilités avaient permis de satisfaire à toutes les demandes des intermédiaires qui opéraient pour le compte des Anglais. Le même phénomène s'est reproduit en 1926.

Le transport du charbon sarrois se fait soit par eau, soit par chemin de fer. Mais le transport par voie ferrée est beaucoup plus important que le transport par voie d'eau. Par ce dernier, en effet, ne passe que 20 p. 100 de l'exportation totale. Il y a deux ports d'embarquement pour les charbons : Louisenenthal et Malstatt; mais il y a encore beaucoup à faire pour arriver à une utilisation rationnelle de ces ports. Leur outillage, jusque-là très rudimentaire, a été cependant sérieusement amélioré ces dernières années; les capacités de chargement ont très fortement progressé; il faudrait maintenant augmenter le débit de la voie fluviale. Elle consiste dans la Sarre canalisée, que le canal des houillères met en communication avec le canal de la Marne au Rhin. Cette voie n'est accessible qu'aux péniches de 450 tonnes. Il faut lutter aussi contre la sécheresse et l'irrégularité de débit des eaux. Dans le canal des houillères la circulation est limitée à vingt péniches par jour dans chaque sens. De là vient que les 8/10^{es} du trafic se font par voie ferrée.

Quand il emprunte ce dernier moyen de transport, le charbon sarrois voyage en France dans les mêmes conditions que le nôtre. Seulement, l'autonomie du réseau sarrois vient compliquer la situation et empêcher les abaissements de tarif. Elle nécessite un changement de réseau aux gares frontières de Forbach et de Hargarten. Il serait à souhaiter que les tarifs français soient étendus à la Sarre. Son réseau étant administré par une commission de Gouvernement nommée par la Société des Nations, une pareille mesure est subordonnée à des négociations délicates; il en résulterait une diminution de prix importante.

Pour les expéditions en Italie, les chemins de fer suisses ont consenti d'importantes réductions. Nous devons exercer une surveillance attentive sur les chemins de fer allemands afin de les empêcher d'accorder aux houilles anglaises des avantages en violation du traité de paix.

Remarquons pour terminer combien l'exportation de ses charbons est un élément de prospérité pour la Sarre puisque ce petit pays expédie à l'étranger près des deux tiers de sa production.

Abandonnant maintenant le terrain économique, nous allons nous demander quelle est la situation juridique de nos mines, nous étudierons ses transformations de 1810 à nos jours et nous nous efforcerons de prévoir quel sera le terme de cette évolution.

TROISIÈME PARTIE

ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION MINIÈRE EN FRANCE DEPUIS 1810

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 21 AVRIL 1810.

A qui le législateur de 1810 allait-il attribuer la propriété de la mine ? Telle était la question difficile qui se posait tout d'abord pour lui. Il avait de nombreux intérêts à concilier, car le propriétaire de la surface, l'inventeur et l'Etat représentant l'intérêt général prétendaient tous trois avoir des droits à cette propriété.

Un premier système dit « système de l'accession » reconnaissait le propriétaire de la surface comme propriétaire exploitant de la mine. Le tréfonds est l'accessoire de la surface, la propriété de celle-ci entraîne la propriété de celui-là.

Cette façon de voir lésait incontestablement l'intérêt général, car rien n'affirmait que le propriétaire de la surface fût capable d'exploiter ou même qu'il en eût envie.

C'est en outre à une véritable impossibilité pratique que se heurte le système de l'accession : comment entreprendre l'exploitation d'une mine si l'on sait devoir être arrêté dans

les limites de la propriété de la surface. Le morcellement de la propriété française entraînerait un nombre considérable de petites exploitations minières qui n'auraient pas une importance suffisante pour vivre. Ce régime, pratiqué en Angleterre, est une des causes du marasme actuel de l'industrie houillère britannique.

De plus, au point de vue théorique, on ne voit pas très bien pourquoi le dessous serait l'accessoire du dessus, plutôt que le contraire. Il est plus simple d'admettre la distinction entre la propriété du tréfonds et celle de la surface. Il semble vain d'alléguer que la mine ne peut être exploitée sans que les droits du propriétaire de la surface soient violés par l'atteinte à la propriété de la surface elle-même : la loi, par une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique, est là pour obliger le propriétaire de la surface à supporter certaines atteintes à son droit de propriété pour le bien général.

Un second système dit de l'occupation ou de l'invention considère que la mine est une *res nullius* qui n'appartient à personne avant sa découverte et qu'elle doit être soumise aux règles ordinaires du droit commun, c'est-à-dire attribuée au premier occupant, à l'inventeur.

Cette façon de voir est juste, à notre avis, au point de vue théorique. Avant sa découverte la mine n'est pas une richesse utilisable, on ne sait pas où elle est, on ne sait même pas si elle existe. Personne ne peut être propriétaire du bien dont on ne connaît même pas l'existence. Il semble bien que le prospecteur, par sa découverte, s'il ne crée pas une richesse la « produit », au sens économique du mot, en la rendant utilisable. Il a donc un droit, beaucoup plus sérieux, à notre avis, que le propriétaire de la surface à la propriété du bien nouveau.

Ce droit, s'il est sanctionné par la loi, aura pour effet d'encourager la prospection, ce qui ne peut qu'être utile à l'intérêt général.

Malheureusement l'adoption de ce système présente lui aussi un grave inconvénient pratique en ce qu'il n'assure pas l'intérêt primordial qu'a la société à voir la mine exploitée dans de bonnes conditions. La capacité de l'inventeur, ses ressources, ne sont rien moins qu'assurées.

Le législateur de 1810 pouvait aussi, avec les partisans d'un troisième système, attribuer la propriété de la mine à l'Etat.

La mine est considérée comme « un bien sans maître », comme un bien qui tire toute sa valeur de l'utilisation qu'en fera le milieu social dans lequel elle est située. La mine est à tous, la mine est à l'Etat. Le Gouvernement confie alors l'exploitation à des concessionnaires, soit à temps, soit à perpétuité, ou bien il peut aussi exploiter lui-même en régie.

Il n'est pas exact de considérer la mine comme un bien sans maître et de l'attribuer de ce fait, avec l'article 539 du Code civil, au domaine public. La mine, en effet, n'est un bien au sens juridique du mot que lorsqu'elle est appropriée; auparavant, ce n'est qu'une chose. « Le gisement non concédé n'est pas plus un bien que le gibier n'est un bien avant qu'on l'ait appréhendé. » (M. Berthélémy.) S'il est incontestable que l'Etat, au nom de l'intérêt général, doit pouvoir provoquer et surveiller l'exploitation des richesses minérales, il n'en est pas moins vrai qu'il semble exagéré de considérer ces mines comme des biens publics. C'est du moins l'avis de M. Berthélémy, qui pense que « l'intervention de la puissance publique dans l'exploitation des mines s'impose, à quelque système qu'on se rallie », mais qui

ajoute : « Si elle est suffisante, ne la compliquons pas inutilement en assignant à l'Etat une propriété qui ne lui appartient pas nécessairement. »

Et c'est justement ce caractère qui différencie très nettement les concessions d'une mine des concessions de travaux publics. Dans ces dernières, l'Etat contracte et transfère la propriété. Dans les concessions minières, au contraire, il n'y a pas contrat, l'Etat assigne seulement aux concessionnaires une propriété qu'il ne transfère pas, et ce dans des conditions déterminées par la loi.

Ce n'est donc ni à l'Etat, ni à l'inventeur, ni au propriétaire de la surface que nous accorderons « le droit de jouir et disposer » de la mine « de la manière la plus absolue » à titre de propriétaire.

Au propriétaire de la surface nous reconnaissons le droit d'être indemnisé pour les dommages que l'exploitation lui cause. A l'inventeur nous reconnaissons aussi un véritable droit, mais nous lui enlevons cependant celui d'exploiter en vertu de l'intérêt social, à moins qu'il ne justifie de capacités suffisantes; si l'exploitation est confiée à un concessionnaire, il sera indemnisé. Quant à l'Etat, son intervention s'impose : il protège l'intérêt général en s'attachant à l'exploitation normale, rationnelle et continue des gisements minéraux ⁽¹⁾, mais nous pensons qu'il vaut mieux lui confier le choix d'un exploitant que lui demander d'exploiter lui-même.

L'Etat est la puissance publique qui désigne le concessionnaire; mais, dans l'intérêt commun, il n'a guère les qualités requises pour exploiter lui-même, comme nous es-

(1) A. Ledoux, Thèse sur la nature juridique des concessions minières, Rennes, 1922, p. 23.

saierons de le montrer à la fin de ce chapitre quand nous parlerons de la nationalisation des mines.

Il est curieux de remarquer que ce n'est aucun des trois sujets de droit dont nous venons de parler qui sera reconnu d'office propriétaire de la mine et le plus souvent c'est un concessionnaire nouveau qui saura réunir les conditions d'exploitation présentant le plus de garanties et qui obtiendra l'agrément de l'Etat.

C'est à cette conclusion qu'arriva le législateur de 1810 après de longues et laborieuses discussions. Il admit que les mines sont, avant leur concession, des choses qui juridiquement ne sont pas encore nées, qui ne deviennent des biens sur lesquels des personnes ne peuvent avoir des droits que par l'effet de la concession. le propriétaire de la surface n'ayant sur les mines concédées que le droit défini dans sa nature et réglé dans sa modalité et dans son exercice par l'acte de concession.

Pourquoi la loi de 1810 arrive-t-elle à pareille solution ? Comment l'Etat, qui n'est pas propriétaire, peut-il disposer d'une chose qu'il ne possède pas ? Solution tout au moins étrange, dira-t-on, que celle qui consiste à déposséder ceux qui sembleraient avoir quelques droits à la propriété de la mine et à donner à l'Etat le droit de disposer d'une chose dont il n'est pas propriétaire.

C'est que le législateur de 1810 a voulu beaucoup plus faire preuve d'esprit pratique en organisant un mode rationnel d'exploitation de nos richesses minières que faire une loi dont toutes les dispositions seraient rigoureusement d'accord avec les conceptions de l'empereur ou des membres du Conseil d'Etat sur les droits respectifs du propriétaire de la surface, de l'inventeur ou de l'Etat. C'est une « transaction » entre les divers droits, mais une transac-

tion dans laquelle le droit de la collectivité est avec raison, semble-t-il, le plus favorisé.

Le choix du concessionnaire est donc confié à l'Etat⁽³⁾, qui doit choisir l'exploitant qui présente les meilleures garanties. La loi ne consacre nullement, au contraire de celle de 1791, un droit de préférence en faveur du propriétaire de la surface ou de l'inventeur. Elle reconnaît et sauvegarde, cependant, les droits de ceux-ci. S'ils ne sont pas déclarés concessionnaires, l'inventeur est récompensé, et le propriétaire indemnisé, tandis que la collectivité reçoit une double redevance fixe et proportionnelle.

La perpétuité et la gratuité de la concession sont deux très importants dispositifs de la loi de 1810.

La concession que fait l'Etat est génératrice d'une véritable propriété en faveur du bénéficiaire, propriété un peu spéciale en ce qu'elle est grevée de certaines charges et particularités. Le droit de propriété déterminé par la loi de 1810 contient les éléments essentiels du droit de propriété, bien qu'il soit un peu restreint. La concession peut être vendue, louée, hypothéquée, mais non matériellement partagée. C'est une propriété immobilière, mais le propriétaire est astreint à exploiter, sous peine de déchéance. Cette exploitation se fait sous la surveillance de l'Administration, mais ne constitue pas un acte de commerce.

Avant de noter les critiques que l'on a pu faire à la loi de 1810, il nous paraît juste de rendre hommage aux grands services qu'elle a rendus. Elle arrivait à une époque où nos exploitations minières étaient encore dans l'enfance. Les mines d'Anzin et le bassin de la Loire constituaient notre

(3) Article 5 de la loi : « Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat. »

seule richesse houillère; l'exploitation de ces gisements était encore fort difficile et peu rémunératrice.

C'est en envisageant cet aspect de la question que l'on comprendra pourquoi fut décidée la perpétuité et la gratuité des concessions, avantages faits aux exploitants qui à l'heure actuelle semblent manifestement exagérés, en raison des fortunes qu'ils permettent de réaliser, mais avantages qui, à ce moment-là, furent indispensables et permirent l'essor de nos mines.

Sûres de l'avenir, les compagnies minières pouvaient avoir le souci du lendemain, accumuler des réserves, ménager les gisements.

Ce n'est que plus tard, lorsqu'on eut oublié les risques encourus par les capitalistes, que l'on jugea que l'Etat avait distribué des richesses qui rapportaient des profits considérables et qu'il aurait mieux fait d'en disposer lui-même pour le bien de tous.

Aussi, proposa-t-on rapidement la révision des concessions de mines octroyées en 1810 et la limitation des exploitations au terme de cinquante années.

Ce n'est, comme nous le verrons, qu'en 1919 que ces propositions, qui furent très nombreuses, furent concrétisées dans une certaine mesure par le vote d'une loi qui a encore déçu bien des espérances.

CHAPITRE II

LES LOIS ET LA JURISPRUDENCE DE 1810 A 1919

Nous avons vu que la loi du 21 avril 1810 donnait à l'exploitant la propriété de sa concession, tout au moins si l'on prend le mot propriété dans ce qu'il représente de droits essentiels.

C'est par réaction contre cet état de choses qu'au lendemain même de la loi, mais surtout sous la troisième République, des propositions de lois ont été déposées au Parlement. De nombreuses propositions, socialistes en particulier, ont tenté en effet de faire attribuer la propriété minière à l'Etat : Jaurès proposa, le 19 mai 1894, la nationalisation des mines sans indemnité, sauf pour les porteurs de titres des mines dont le revenu n'excède pas 3.000 francs. L'attribution de la mine à l'inventeur fut aussi envisagée (Rapport Piou, 21 févr. 1889. Projet Jonnart, 6 mai 1894).

De même le principe de l'aliénation temporaire (régime de 1791) et la forme de concession par décret ou par adjudication furent envisagés.

Cependant, jusqu'en 1919, peu de modifications importantes furent faites à notre loi minière. Quelques lois seulement viennent restreindre les droits attachés à la propriété minière en augmentant les profits de l'Etat.

La loi du 27 avril 1838 édicte des mesures destinées à

éviter l'inondation des mines et surtout permet de prononcer le retrait de la concession : 1° lorsque l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs; 2° au cas de refus de paiement des taxes de concours dans les travaux de défense commune contre une inondation; 3° au cas de refus de paiement des frais mis en recouvrement contre lui pour travaux exécutés d'office par l'Administration.

Le décret du 23 octobre 1852 interdit sous peine de déchéance la réunion sans autorisation de plusieurs concessions de même nature.

La loi du 27 juillet 1880 traite de la surveillance des mines par l'Administration.

Dans l'article 138 de la loi des finances du 13 juillet 1911, nous trouvons une disposition importante qui interdit la mutation des propriétés sous quelque forme et à quelque titre que ce soit et les amodiations par actes entre vifs de concessions minières sans autorisation donnée par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Les actes faits en violation de ces dispositions sont nuls. Le retrait de la concession est en outre prononcé par décret rendu en Conseil d'Etat.

Ce ne sont pas ces lois qui modifièrent le plus le caractère de la concession minière tel que l'avait créé la loi du 27 avril 1810; la pratique administrative, tantôt soutenue, tantôt refrénée au contraire par la jurisprudence du Conseil d'Etat, y contribua beaucoup plus.

C'est ainsi qu'au début du XIX^e siècle nous voyons apparaître dans les concessions minières le cahier des charges dont la loi de 1810 ne fait pas mention. Ce cahier des charges contient des obligations particulières à chaque exploi-

tant. Il tend à assimiler la concession minière à une concession de travaux publics; il tend à rendre un caractère contractuel à la concession minière. Le Conseil d'Etat s'opposa à ces pratiques.

Le Gouvernement, malgré les avis du Conseil d'Etat, était incité à continuer cette pratique par le développement que manifesta notre industrie minière à la fin du xix^e siècle. Nos houillères acquéraient un développement de plus en plus considérable. Nos mines de fer, révolutionnées par le procédé de déphosphoration de Thomas et Gilchrist vers 1880, devinrent tous les jours plus florissantes.

L'enrichissement des concessionnaires rallia l'opinion publique du côté du Gouvernement, si bien qu'à chaque concession s'établit peu à peu l'habitude d'une contre-partie de la part de l'exploitant.

En 1900, quelques mines de fer nouvelles furent concédées en Meurthe-et-Moselle; le ministre des Travaux publics exigea des concessionnaires l'engagement de participer à la création d'une ligne de chemin de fer qui desservait les mines et aussi la population. Un reste de scrupule empêchait, il est vrai, de faire figurer ces engagements dans les actes de concessions et les cahiers des charges.

En 1906, M. Barthou prit le portefeuille des Travaux publics, il lui sembla que ces engagements, exigés d'une façon en quelque sorte clandestine de la part des concessionnaires, étaient indignes de l'Etat. Aussi, par une demande d'avis au Conseil d'Etat, voulut-il faire sanctionner par celui-ci une pratique qui était en contradiction formelle avec la gratuité des concessions minières instaurée en 1810.

S'appuyant sur l'autorité de M. Perriquet, qui, dans son livre *Les contrats de l'Etat*, présente la concession de mi-

nes comme un contrat d'intérêt public, intermédiaire entre la concession de propriété et la concession de travaux publics, et sur un avis du Conseil des mines délibéré dans les séances des 20 janvier, 17 février et 10 mars 1884, avis qui concluait : « Le Gouvernement qui accorde la concession à titre gracieux a parfaitement le droit d'imposer au concessionnaire, par le cahier des charges, de nouvelles obligations, même d'un caractère général, non inscrites dans la loi pourvu qu'elle ne lui soit pas contrares; elles trouvent mieux leur place dans un cahier des charges que dans un décret réglementaire, qui, de plus, ne pourrait se prêter suivant les besoins à une transformation continue et progressive », le Gouvernement posait au Conseil d'Etat les questions suivantes : « 1° Le Gouvernement, lorsqu'il accorde une concession de mine, n'a-t-il pas le droit d'imposer au concessionnaire par le cahier des charges, comme il le fait dans les concessions de diverses natures auxquelles il procède couramment, des obligations reconnues nécessaires et acceptées par le demandeur, pourvu qu'elles ne soient contrares ni aux lois générales, ni aux lois particulières sur les mines; 2° Les clauses indiquées, relatives à la contribution pour moyen de transport, à la servitude d'emploi du minerai, à l'interdiction de la vente du sel pour la consommation, à la participation aux bénéfices, aux conditions du travail, sont-elles de celles qui peuvent, suivant les circonstances, être insérées dans le cahier des charges des concessions de mines ? »

Le Conseil d'Etat, gardien jaloux de la loi, dans les séances des 12 et 26 décembre 1907, sous la présidence de M. Colson, repoussa les prétentions du Gouvernement.

De l'analyse de la réponse du Conseil d'Etat il résulte en effet qu'aucune analogie ne saurait être établie entre

une concession de travaux publics et une concession minière.

De plus, des obligations spéciales ne peuvent être imposées aux propriétaires de mines que pour « faciliter l'exercice des droits de police et de surveillance conférés à l'autorité publique. Une obligation perpétuelle doit être compatible avec une loi qui fait de la mine une propriété et trouver sa sanction soit dans la législation spéciale aux mines, soit dans la législation générale relative à la propriété immobilière ».

En ce qui concerne l'obligation, pour le concessionnaire, d'employer à l'alimentation de ses propres usines une fraction déterminée de produits extraits de la mine ou d'affecter exclusivement ces produits à certains usages industriels tels que la fabrication de la soude, le Conseil d'Etat a considéré ces clauses comme restrictives du droit de propriété reconnu au concessionnaire par la loi et comme ne se rattachant à aucune de ces dispositions spéciales inscrites dans la législation des mines.

La Haute Assemblée admit toutefois que, les besoins d'une industrie étant souvent invoqués par le demandeur comme titre à l'obtention d'une concession, dans certains cas on pouvait établir dans le cahier des charges des servitudes telles que celles d'assurer l'alimentation d'usines, l'usine prenant alors vis-à-vis de la mine la situation de fonds dominant prévue par le Code civil.

A propos des versements imposés au concessionnaire dans le cahier des charges à titre de fonds de concours pour des travaux publics exécutés en vue de faciliter le transport des produits de la mine, le Conseil d'Etat les considère en contradiction avec le principe de la gratuité établi en 1810; il souhaite cependant, pour remédier à l'arbitraire de

cette libéralité souvent considérable qu'est la concession d'une mine, de voir naître une disposition législative permettant la mise en adjudication des gisements sur lesquels n'existe aucun droit d'invention.

Pour ce qui est de la participation de l'Etat et des ouvriers aux bénéfices de l'exploitation, elles sont aussi en contradiction avec les dispositions légales, mais le système de l'adjudication portant soit sur la concession elle-même, soit sur une redevance proportionnelle prélevée sur le bénéfice, apporte ici aussi une solution heureuse.

Le Conseil d'Etat considère enfin les clauses concernant les conventions collectives relatives aux conditions du travail et la limitation éventuelle du nombre des ouvriers étrangers employés dans l'exploitation des mines comme contraires, elles aussi, à la loi.

Devant cette attitude, qui lui commandait le respect de la loi, M. Barthou, le 16 juin 1908, signa six décrets de concessions de mines dans le bassin du Pas-de-Calais. Ces décrets n'exigeaient aucun sacrifice supérieur aux redevances prévues par la loi de 1810. D'ailleurs, l'exploitation des mines concédées s'annonçait comme difficile.

M. Barthou déposa alors un projet de loi, le 17 novembre 1908, tendant à instituer un régime minier nouveau, mais il ne fut jamais discuté.

M. Millerand, ministre des Travaux publics, tenta de faire inscrire dans la loi des finances du budget de 1910 une disposition permettant d'inscrire dans le cahier des charges les diverses modalités préconisées par M. Barthou.

Il échoua en grande partie; cependant, la loi du 8 avril 1910, dans son article 4, porte la redevance à 0 fr. 50 par hectare à la charge du concessionnaire et la redevance proportionnelle à 6 p. 100 du revenu net de la mine, réparti

comme suit : 5 p. 100 au profit de l'Etat, 1 p. 100 au profit des communes.

Un nouveau projet fut déposé le 30 juin 1910, projet dans lequel était comprise l'obligation d'intéresser les ouvriers aux bénéfices de l'entreprise. Comme le précédent, ce projet ne put venir en discussion.

Ces projets tendaient à restreindre le droit de propriété de l'exploitant en lui imposant telles et telles obligations généralement incompatibles avec le droit de propriété. L'acte de concession tendait à prendre un caractère contractuel.

Depuis 1908, le Gouvernement avait cessé l'octroi des concessions minières. On ne voulait pas appliquer la loi de 1810, l'estimant trop avantageuse pour le concessionnaire et, en dépit des projets de loi, des rapports, des études de la Commission des mines, aucune législation nouvelle n'avait pu intervenir. Il est inutile d'insister sur les conséquences économiques désastreuses qu'engendrerait une telle situation; le 17 mars 1911, M. Brousse pouvait signaler à la Chambre des députés que 132 demandes de concessions étaient en souffrance au ministère des Travaux publics.

La loi des finances du 13 juillet 1911 restreignit encore la liberté de l'exploitant, ainsi que nous l'avons vu plus haut, mais elle ne réalisait que des réformes partielles au lieu d'une législation minière complète, dont le besoin se faisait de plus en plus sentir.

Ici se place une évolution notable de la jurisprudence du Conseil d'Etat. M. Augagneur, alors ministre des Travaux publics, saisit le Conseil d'Etat à propos d'une demande en concession des mines de fer d'Abbeville. L'Etat prenait la qualité d'inventeur de la mine, en raison des

recherches faites par ses ingénieurs et ses services géologiques, ce qui, en vertu de l'article 16 de la loi de 1810, lui donnait droit à une indemnité. La Haute Assemblée repoussa ce système; elle laissa entendre cependant, pour mettre fin à une situation pénible, qu'une offre de concours faite spontanément à l'Etat par les véritables inventeurs de la mine serait acceptée. C'est par ce moyen détourné que la concession d'Abbeville fut accordée à la Société des Acieries de France, moyennant une participation aux bénéfices, d'environ 5 p. 100. Le Conseil d'Etat évoluait ainsi d'une manière très notable.

A partir de ce moment on peut considérer que la gratuité des concessions minières est bien morte. L'Etat invente de nouveaux procédés pour tourner la loi de 1810. Il organisa même, à propos de certaines concessions, de véritables adjudications, ce qui n'était pas une garantie de bonne exploitation minière. Cette façon de faire, manifestement exagérée, souleva d'ailleurs les plus vives critiques.

La guerre survint sans qu'aucune solution législative fût donnée au problème minier.

Au cours de l'année 1917, M. Desplas, alors ministre des Travaux publics, imagina un nouveau système pour tourner la loi de 1810. Il considérait l'Etat comme le premier et nécessaire concessionnaire de tous les gisements miniers dans la personne de son domaine. Une fois concessionnaire, l'Etat pouvait céder son droit aux particuliers ou à une société et exiger une redevance à sa fantaisie.

M. Loucheur, ministre de l'Armement, recevant un peu plus tard dans ses attributions le service des Mines, pensa d'accord avec la Commission des mines, qu'il serait meilleur et plus franc de supprimer la perpétuité et la gratuité

des concessions et pour cela de modifier la loi de 1810 sur quelques points spéciaux et précis.

Il commença par créer, par un décret du 9 novembre 1917, le premier « Comité consultatif des mines ». Ce comité comprenait des fonctionnaires, des industriels, des ouvriers et des membres du Parlement. Il fut chargé d'élaborer un projet de loi qui fut déposé le 10 janvier 1918 par M. Loucheur, ministre de l'Armement, et M. Klotz, ministre des Finances.

Ce projet de loi fut rapporté à la Chambre par M. Léon Perrier et au Sénat par M. Jenouvrier.

La loi, après diverses discussions, fut enfin promulguée le 9 septembre 1919.

CHAPITRE III

LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1919

« Loi modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines, en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices ».

Tel est le titre de cette disposition législative, qui constitue en effet une modification sur deux points précis, la durée et la gratuité des concessions, bien plus qu'une refonte totale de notre système minier.

Avec cette loi, nous voyons le caractère de la « concession de la mine » s'orienter de plus en plus vers la « concession de travaux publics ». Comme cette dernière en effet, la concession minière devient temporaire, comme elle elle comporte l'association financière de l'Etat.

§ 1. — ANALYSE DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1919

Dès les premiers mots de son article premier, cette loi mentionne qu'elle n'a pas d'effet rétroactif. Les concessions minières déjà existantes ont été octroyées par l'Etat à l'exploitant sous certaines conditions, il n'y a pas lieu d'y revenir. Seul l'article 5 de cette loi fait une exception : « L'exploitation des mines est considérée comme un acte de commerce », dit cet article, « cette disposition s'applique aux sociétés civiles existantes, sans qu'il y ait lieu pour cela de modifier leurs statuts ».

Le texte de la loi énonce ensuite son objet principal : les concessions minières auront une durée limitée, l'Etat et le personnel participeront aux bénéfices dans des conditions fixées par le cahier des charges, qui obligatoirement devra être annexé au décret instituant la concession.

Puis la loi prévoit les personnes qui peuvent faire l'objet d'une concession et, à ce point de vue, elle étend notablement le système de 1810. Elle mentionne en effet les particuliers et les sociétés commerciales, ces dernières dans certaines conditions fixées par un décret ou une loi, puis l'Etat, les départements, les communes et les syndicats professionnels.

Les mines, à l'expiration de la concession, en cas de déchéance ou de renonciation, reviendront à l'Etat.

La concession constitue un droit immobilier susceptible d'hypothèques, comme depuis 1810.

L'article 2 de la loi précise la durée de la concession; quatre-vingt-dix-neuf ans pour les gisements de houille ou de lignite, cinquante ans au minimum et quatre-vingt-dix-neuf ans au maximum pour les autres gisements.

Avant le commencement de la vingt-cinquième année précédant la fin de la concession, l'Administration doit faire savoir au concessionnaire si elle entend ou non lui renouveler sa concession; de son côté le concessionnaire, avant le commencement de la vingt-sixième année, devra, par lettre recommandée, demander au ministre si l'Etat entend user de son droit de reprise. Dans le cas où la concession est renouvelée, elle l'est pour une durée de vingt-cinq ans.

Les dispositions contenues dans l'article 2 seront mentionnées dans le cahier des charges, celles concernant notamment :

Les mesures nécessaires pour que les travaux de préparation, d'exploitation et d'entretien soient menés jusqu'au terme de la concession, ainsi que le mode de rémunération par l'Etat de ces travaux;

A la fin de la concession, le retour gratuit à l'Etat des terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature, ainsi que l'extinction des droits hypothécaires;

Les conditions dans lesquelles l'Etat ou le nouveau concessionnaire peut racheter ces objets ne faisant pas partie des catégories précédentes;

Les conditions de déchéance du concessionnaire et celles dans lesquelles il peut renoncer à sa concession;

Les conditions de participation de l'Etat et du personnel aux bénéfices de l'exploitation;

Le capital de la société, si c'est une société qui est concessionnaire;

Les conditions dans lesquelles sera établi, appliqué et révisé un bordereau de salaire minima à payer aux ouvriers.

Enfin, certaines conditions particulières de la concession débattues librement entre les administrateurs et l'Etat, ce qui constitue aussi une des innovations importantes de la loi.

L'article 3 institue un « Comité consultatif des mines », qui donnera obligatoirement son avis sur les conditions des cahiers des charges types et leurs modifications, comité qui sera composé de techniciens de l'Administration des mines, de membres du Conseil d'Etat et des Administrations publiques intéressées, d'exploitants des mines et d'ouvriers mineurs désignés respectivement par chaque catégorie d'intéressés et de membres du Parlement.

Un décret du 9 novembre 1917 avait déjà créé ce comité. La loi de 1919 a tenu à sanctionner la création de cet organisme, à en fixer sa composition et à déterminer dans quel cas il serait nécessaire d'y avoir recours.

L'article 4 confie à des règlements d'administration publique le soin de déterminer les conditions d'application de la présente loi.

L'exploitation minière est un acte de commerce, nous dit l'article 5, cité ci-dessus.

Enfin, l'article 6 dispose qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la loi du 9 septembre 1919 en Algérie.

§ 2. — CRITIQUE DE LA LOI DE 1919.

Cette loi, tout en ne constituant pas un nouveau régime minier complet puisque la loi de 1810 reste applicable non seulement pour les concessions faites avant 1919, mais encore dans tous les cas non prévus par la nouvelle loi, cette loi, disons-nous, est en contradiction avec plusieurs des principes admis en 1810.

L'Etat conférait à l'exploitant la propriété de la mine. Sans doute cette propriété était un peu spéciale, certaines conditions la limitait, mais la perpétuité de la concession, le droit de la transmettre et de l'aliéner, étaient bien la preuve que le concessionnaire était propriétaire.

Sous le régime de 1919, l'exploitant n'est plus propriétaire, puisque en somme il n'a plus que la jouissance de la mine, qui doit retourner à l'Etat à l'expiration de la concession.

Un autre point sur lequel la loi de 1919 a innové est celui de la gratuité de la concession posée en principe en 1810 et détruite par le nouveau régime, qui introduit un

mode de participation aux bénéfices de l'Etat et des ouvriers.

Que penser de ces deux points essentiels de la réforme? Ils sont nés tous deux de cette idée, très juste, que la mine doit être considérée comme une richesse sociale. Son importance au point de vue de la vie économique du pays, au point de vue de la défense nationale, le fait que la nature a enfoui dans le sol une grande richesse sans donner de droits sur elle à l'un plus qu'à l'autre, tellement qu'il est encore bien difficile, après tant de discussions, de déterminer qui, raisonnablement, doit être déclaré propriétaire de la mine avant la concession, ces considérations permettent de dire que dans un pays tous les citoyens ont le droit de profiter d'un bon aménagement de nos ressources minières. La législation de 1810 avait déjà compris l'importance sociale de l'exploitation minière quand il instituait la surveillance de l'Administration sur l'exploitant.

Si c'est dans la pensée de faire profiter, et ce dans les meilleures conditions possibles, tout le pays de nos richesses minières que le législateur a réformé les deux points que nous envisageons, il n'a pas été, à notre avis, aussi bien inspiré quand il a porté atteinte à la propriété de l'exploitant que quand il a supprimé la gratuité de la concession.

Il semble en effet que cette gratuité, qu'on avait de bonnes raisons de défendre au début du xix^e siècle, alors que nos exploitations, encore dans l'enfance, n'étaient guère rémunératrices, alors que les besoins de la grande industrie, qui se développait à pas de géants, réclamaient de plus en plus la houille et le fer qui leur étaient nécessaire, il semble, disons-nous, que cette gratuité se justifie de nos jours moins facilement. S'il est juste que le capital reçoive

une rémunération convenable et soit dédommagé des risques d'exploitation qu'il encourt, il serait moins normal qu'il profite seul d'une richesse qu'il ne crée pas, qu'il ne transforme même pas, puisque, envisagé sous un aspect schématique, le travail de l'exploitant consiste seulement à extraire le minerai du sol.

La loi de 1919 a donc, en principe, très justement prévu une participation de l'Etat aux bénéfices de la mine et réservé aussi une portion de ceux-ci au personnel. Ainsi, non seulement le capital et le travail profitent de la richesse du gisement qu'ils exploitent, mais les autres classes de la nation, représentées par l'Etat, en ont aussi leur part.

Si nous envisageons maintenant de quelle façon ce principe de la participation de l'Etat a été appliquée, soit par les participations aux bénéfices prévus dans le cahier des charges, soit par les impôts que nos lois budgétaires ne cessent d'augmenter, il nous est difficile de ne pas remarquer combien lourdes sont les obligations qui pèsent sur les mines.

Pourra-t-on continuer d'augmenter sans cesse la participation de l'Etat et de l'ouvrier aux bénéfices de la mine?

C'est peu probable si l'on considère la rémunération déjà très réduite du capital des sociétés minières, la cherté de la vie, qui interdit pour longtemps encore toute baisse des salaires et la concurrence étrangère, qui comprime nos prix de vente.

Ce point de vue, qui est celui du Comité central des houillères de France, n'est pas celui des syndicats ouvriers, qui pensent en général que le capital minier fait des bénéfices exagérés.

Ballottés entre ces deux tendances, le Gouvernement semble jusqu'à présent assez disposé à demander des sacri-

fices de plus en plus forts au capital. Sans doute, la liquidation de notre passif de guerre a exigé et exige encore de toutes les classes du pays un effort considérable; il est préférable de le demander à des capitalistes qui bénéficient d'une richesse nationale qu'à des ouvriers ou à d'autres citoyens qui, surtout dans les conditions de l'existence actuelle peuvent à peine vivre. Il faut pourtant remarquer que l'effort demandé au capitalisme minier est bien près d'atteindre sa limite maxima.

Divers faits semblent démontrer la situation précaire qui lui est faite. Pour n'en prendre qu'un exemple, au début de janvier dernier, à la suite d'une grève déclenchée dans le bassin de la Loire, la Compagnie des houillères de Saint-Etienne a été mise en liquidation judiciaire. Ce fait, venant après la faillite récente des mines de Villebœuf, n'est qu'une conséquence de la situation dans laquelle se débattent les compagnies minières.

Sans doute, les Mines de Saint-Etienne se trouvaient dans des conditions d'exploitation particulièrement difficiles. Il n'en résulte pas moins que voilà un sérieux indice des difficultés auxquelles sont en butte nos exploitations.

Nous n'hésitons pas à dire que la politique fiscale qui consiste à augmenter tous les jours les charges qui pèsent sur la mine française est une mauvaise politique. Elle est franchement contraire à l'intérêt général, car elle est une entrave à la production, si bien que l'Etat lui-même n'y gagne rien. Dans le cas concret des Houillères de Saint-Etienne, son résultat le plus clair a été de réduire au chômage 4.000 ouvriers, ce qui est désastreux à tous points de vue

En résumé, il est parfaitement juste que l'Etat et le personnel ouvrier participent à nos richesses minières, mais

il faut maintenir cette participation dans des limites raisonnables.

Demandons-nous maintenant si le législateur de 1919 a été bien inspiré quand il a battu en brèche le principe de la propriété minière. Nous ne le pensons pas.

Vivement sollicité par les doctrines socialistes en faveur de la nationalisation des mines, il a voulu, sans aller jusque-là, ménager cette idée et en quelque sorte lui permettre un jour d'être réalisée. La concession n'étant plus perpétuelle, l'Etat pourra en effet la reprendre à son profit le jour où il le voudra. Sans compter la gêne qu'occasionne à l'exploitant le risque de se voir enlever la concession et la tendance qu'il peut avoir de ce fait à gaspiller le gisement, c'est surtout ce pas vers la nationalisation que nous reprochons à la loi de 1919.

M. Desplas, au moment du vote de la loi à la Chambre, reconnaissait lui-même qu'on faisait un grand pas vers la domanialité, « véritable forme pratique de la nationalisation » et M. Albert Thomas, porte-parole du parti socialiste, approuvait le projet de loi en ces termes : « La loi donne à la Chambre possibilité d'intervention, et si nous n'avons pas aujourd'hui tout le succès et tous les avantages que nous pourrions souhaiter à notre point de vue doctrinal et social, du moins il y aura possibilité d'action. »

Le législateur de 1919 semble s'être borné à donner quelques satisfactions aux partis avancés plutôt qu'avoir entrepris courageusement la réforme d'un régime qui, malgré d'incontestables mérites, portait le poids des ans et était plutôt destiné à encourager la fondation des compagnies houillères au début du siècle dernier qu'à déterminer les conditions d'existence actuelle de celles qui avaient réussi.

Depuis, avec la loi de 1919, nous aboutissons à ce paradoxe économique de créer une prime aux anciennes concessions aux dépens des nouvelles; aussi bon nombre de concessions accordées sous le nouveau régime sont inexploitées.

Parmi les nombreuses charges nouvelles que le fisc fait peser sur nos mines, signalons l'article 13 de la dernière loi des finances de 1929, qui modifie l'évaluation, par l'Administration, des bénéfices de la société.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1929, lorsqu'une concession minière était exploitée par une société par actions ou par une société en commandite ou à parts d'intérêts dont les dividendes étaient déterminés par les Conseils d'administration ou des assemblées générales, et dans le cas où l'exploitation de la mine faisait l'objet principal de la société, le produit net servant de base à la redevance proportionnelle était forfaitairement égal au montant total des sommes dont la distribution, soit à titre d'acompte, soit à titre de solde de dividende, avait été votée, pendant l'année civile précédant celle du rôle de la redevance, sous la forme de dividende ou de toute répartition autre que le remboursement total ou partiel du capital.

Avec l'article 13 on ajoute aux dividendes toute autre répartition de bénéfices. « Sont assimilés aux dividendes les tantièmes de bénéfices qui sont distribués aux membres des Conseils d'administration de société, ainsi que le remboursement de capital lorsque ces tantièmes ou remboursements sont passibles de l'impôt sur le revenu. » (1).

Ces aggravations de charges fiscales ne pourront qu'entraîner le découragement des capitaux que l'épargne a pla-

(1) *Le Capital*, 28 janv. 1929.

cés jusqu'à présent dans nos exploitations minières. A cela on répond facilement, dans certains milieux, que la nationalisation prochaine des mines supprimera l'élément capitaliste pour le plus grand bien de la société. Nous allons voir ce qu'il faut en penser et comment se présente la question en Angleterre, en Allemagne et en France, pays où la question a souvent été mise à l'ordre du jour.

CHAPITRE IV

PROJETS DE REFORME POSTERIEURS A LA LOI DE 1919. LA NATIONALISATION DES MINES EN ANGLETERRE, EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE. EXEMPLE D'UNE ADMINISTRATION D'ETAT : LES MINES SARROISES

Les collectivistes voient dans le régime capitaliste une injustice et une cause de maux pour la société. En particulier pour le régime minier, la participation du capital aux bénéfices leur semble une sorte de vol fait par celui-ci au bien-être général, aussi préconisent-ils la réorganisation de l'industrie minière sur des bases nouvelles en en confiant l'exploitation à l'Etat. Certains prétendent même que le capital privé est incapable d'une bonne gestion, et le rendent responsable de la crise économique qui sévit actuellement sur le marché du charbon. Aussi sont-ils les principaux promoteurs de la nationalisation des mines. Sans vouloir en aucune façon faire ici une discussion de doctrine sociale, nous allons simplement nous demander où en est l'idée de nationalisation des mines en Angleterre, en Allemagne et en France. L'économie charbonnière de ces trois pays a des rapports constants; il est intéressant de nous demander où en sont leurs régimes miniers et surtout d'examiner leur tendance vers une nationalisation des mines qui semble devoir être le terme plus ou moins lointain des transformations que l'on remarque à notre époque dans leur vie minière.

§ 1. — LE RÉGIME MINIER ANGLAIS.

PROJET DE NATIONALISATION DES MINES ANGLAISES.

Le régime minier anglais diffère complètement du régime français. Chez nous, la propriété du sous-sol appartient à l'Etat, qui concède sous certaines conditions son exploitation. Outre-Manche, la propriété du sous-sol appartient à qui possède la superficie, et c'est le propriétaire qui fait exploiter ou donne à exploiter la mine. Dans la pratique, le propriétaire de la surface concède son droit à l'exploitation du sous-sol moyennant de fortes redevances appelées « royalties ».

Qu'en résulte-t-il? Une extraction morcelée au gré du propriétaire du sol; des entreprises très grandes et d'autres trop petites pour pouvoir travailler économiquement. Ce système va de pair avec des agencements techniques fréquemment arriérés, les grosses entreprises n'ayant aucune peine à soutenir la concurrence des autres, et les petites n'ayant pas les moyens de renouveler leur matériel. Il arrive aussi fréquemment que les mêmes couches sont exploitées par plusieurs puits. En somme le régime anglais est aussi antiéconomique que possible.

C'est bien ce qu'avait compris le Gouvernement de la Grande-Bretagne lorsqu'en 1923, profitant des mois de répit résultant des concessions faites par le Gouvernement à l'industrie charbonnière, il institua une commission royale d'enquête pour étudier les causes de la situation désastreuse dans laquelle se débattait la mine de charbon anglaise et les moyens d'y porter remède.

Déjà en 1919 une commission semblable avait été instituée par le Gouvernement Lloyd George. Cette commission n'avait pu se mettre d'accord, une très forte minorité

préconisant la nationalisation immédiate des houillères suivant un système remarquable qui se rapprochait assez étroitement de la « nationalisation industrielle » proposée par notre C. G. T. (1) tandis que la majorité, sans aller jusque-là, recommandait une série d'importantes mesures qui constituait une sorte de préparation à la nationalisation. Le Gouvernement, qui s'était engagé à accepter les conclusions de la commission, n'en fit rien et ne prit que des mesures réglementant les conditions du travail sans modifier le régime minier.

Devant la commission de 1925 fut présenté un mémoire patronal et un mémoire ouvrier. Les employeurs proposèrent comme remède à la crise une réduction de salaires et une augmentation de la durée du travail prétendant trouver dans une diminution des frais de production le véritable remède au mal dont souffrait l'économie charbonnière anglaise. Ce mémoire patronal, qui ne prévoyait que des sacrifices à demander aux salariés et dont l'adoption des mesures préconisées aurait certainement grossi le nombre des chômeurs, provoqua une émotion d'autant plus pénible qu'il ne prévoyait la réforme d'aucune des méthodes déplorables d'exploitation employées jusqu'alors.

Le mémoire travailliste, de son côté, mit en valeur les défauts inhérents au système des « royalties » et proposa l'unification de la propriété du charbon, de la propriété des houillères, de la distribution du combustible et de son exportation. « Les pouvoirs nécessaires pour instituer et faire fonctionner un pareil système, disait-il, sont trop grands pour être confiés à quiconque, sauf à un service public. Nous proposons, par suite, que la propriété des minéraux

(1) *L'Atelier*, janv. 1926, p. 18.

et des houillères soit acquise par l'Etat. » (2). Les ouvriers proposaient de nationaliser non seulement l'extraction du combustible, mais encore son utilisation. « Une fourniture abondante de force électrique à bon marché, le traitement du charbon de manière à produire du coke et du combustible sans fumée, du gaz, des huiles, des engrais, des goudrons et des matières chimiques, la stabilisation de l'industrie houillère, l'électrification des zones rurales, l'électrification des chemins de fer, toutes ces choses peuvent être tenues pour liées et peuvent être réalisées le plus économiquement et le plus efficacement en connexion les unes des autres. » Tels sont les termes aux moyens desquels le mémoire proposait que l'industrie houillère devienne une organisation générale nationalisée d'exploitation de l'énergie et des sous-produits du charbon.

L'opinion du mouvement travailliste était divisée sur le point de savoir si les « royalties » devaient faire l'objet de rachat ou si elles devaient être purement et simplement supprimées comme le demandait la fédération des mineurs.

Le parti libéral condamne lui aussi le régime des redevances (royalties) prélevées par le propriétaire du sol, il condamne « ce qu'il considère comme une exploitation immorale du hasard par des propriétaires fonciers, qui ne rendent aucun service à la mine » (3). Cependant il repousse la nationalisation des mines, en raison du fardeau énorme qu'elle ferait peser sur le Parlement déjà surchargé de responsabilité.

Il serait plutôt pour la nomination d'un corps de commissaires qui veilleraient à l'organisation nationale de la

(2) *L'Atelier*, janv. 1926, p. 22.

(3) *L'Opinion*, 12 sept. 1924, p. 7.

production et détermineraient la voie dans laquelle l'industrie doit se diriger tout en laissant l'exploitation et la direction proprement dite des mines entre les mains des exploitants actuels.

Quoi qu'il en soit, la thèse travailliste de nationalisation a soulevé en Angleterre beaucoup d'intérêt. S'il est bien peu probable que le Gouvernement conservateur actuel fasse sienne la thèse des ouvriers mineurs, des Trade-Unions et du Labour-Party, il n'en est pas moins vrai que la question est posée. Il est difficile de prévoir si l'Angleterre nationalisera ses mines et surtout si ce changement de régime remédiera à la crise dont elle souffre; cependant il semble que l'on peut dire que si ce pays est celui où la législation minière est encore la moins avancée, c'est probablement lui qui sera amené un des premiers à décréter la propriété collective du sous-sol.

§ 2. — LA NATIONALISATION DES MINES ALLEMANDES.

L'Allemagne a été un des premiers pays qui ont mis en pratique certaines théories avancées des partisans du collectivisme. C'est ainsi que de nombreuses mines de houille ou autres minerais, tous les chemins de fer et canaux importants et bien d'autres entreprises appartiennent soit au Gouvernement de l'Empire, soit aux différents Etats confédérés.

Fin 1918, lorsque les socialistes s'emparèrent du Gouvernement de l'Empire, fut constituée une « Commission de socialisation » pour étudier la socialisation de l'industrie, de la terre, etc. Un des résultats des travaux de cette Commission fut une loi du 23 mars 1919 qui plaçait l'industrie minière tout entière sous le contrôle d'un Conseil fédéral du charbon (Reichskohlenrat). Ce Conseil a pour tâche

d'exercer un droit de contrôle sur les prix de vente et la répartition du charbon; la loi qui en autorise la création constitue la première mesure effective tendant à la nationalisation complète de l'industrie minière⁽⁴⁾.

La « Commission de socialisation » démissionna le 7 avril 1919, mais, le 20 mars 1920, sur les instances des syndicats, le Gouvernement constitua une autre commission de ce genre.

Cette nouvelle commission s'occupa en premier lieu de l'industrie minière et, en particulier à propos de l'économie du charbon, elle conclut à la création d'une *Communauté allemande du charbon* (Deutsche Kohlengemeinschaft) « corporation de droit public » chargée d'administrer toutes les affaires des mines de charbon : c'était la socialisation des mines allemandes.

A cette époque, la socialisation des mines allemandes fut bien près d'être réalisée. L'étude du mémoire d'Essen sur la socialisation des mines (6 nov. 1920) nous montre en effet que les délégués patronaux et ouvriers étaient d'accord sur le principe de la nationalisation. Seule l'organisation de ce régime et en particulier de la coopération des puissances financières allemandes avec les travailleurs faisait matière à discussion.

Avant la solution de ce problème, les difficultés économiques les plus graves, parmi lesquelles l'effondrement du mark, mirent l'Allemagne sous la domination des puissances industrielles et financières de ce pays, si bien que la nationalisation des mines fut retardée et n'est pas encore aujourd'hui réalisée. Quoi qu'il en soit, les mines d'Etat foisonnent en Allemagne, et l'idée de nationalisation y est peut-être plus à l'honneur que dans aucun autre pays.

(4) Bureau international du travail, Etudes et documents, série B, n° 4.

§ 3. — LA NATIONALISATION DES MINES EN FRANCE.

Cette question est, en France aussi, pleine d'actualité. Nos partis avancés réclament sans cesse la dévolution de « la mine aux mineurs » ou de « la mine à l'Etat ». Sans vouloir étudier et discuter en détail cette question si intéressante, qui pourrait faire l'objet de toute une thèse, signalons qu'avant la guerre, Jaurès, porte-parole du parti socialiste, déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi qui consacrait la nationalisation des mines françaises. Au moment de la discussion de la loi de 1919, qui, nous l'avons vu, fait quelques concessions à cette idée, les orateurs socialistes, et en particulier M. Albert Thomas, demandèrent eux aussi l'abolition de la propriété privée minière.

Plus tard, le 12 avril 1920, M. Durafour déposa une proposition de loi tendant à la nationalisation des mines. Cette proposition n'eut pas de suite, mais elle fut reprise en 1925 par son auteur, dont la signature était accompagnée cette fois de celles d'une centaine de ses collègues⁽⁵⁾. La nouvelle proposition tendait à la nationalisation et à la création d'un Office national d'exploitation et de recherche des mines.

M. Durafour, dans l'exposé des motifs de son projet, déclare tout d'abord « qu'il ne s'inspire d'aucune considération de doctrine et d'aucun souci d'école ». Malgré cette affirmation, nous pensons que ce projet de loi s'occupe bien moins, à l'encontre des propositions anglaises du même genre, d'organiser la nationalisation suivant un mode viable au point de vue technique et commercial que de faire étalage d'utopies étatistes manifestement dangereuses et de

(5) Chambre des députés, doc. parl., n° 984.

faire une telle place aux revendications ouvrières qu'elles montrent chez son auteur la marque du socialisme meilleur teint.

Le titre premier de la proposition définit l'objet et la méthode de la nationalisation. Celle-ci doit être appliquée à toutes les mines à l'exception des carrières, qui feront l'objet d'une loi spéciale. Les droits des patrons seront respectés « dans la mesure où il est légitime qu'ils le soient ». Le Comité des houillères est supprimé et la reprise par l'Etat des mines aura effet rétroactif au 1^{er} juillet 1920. Cette dernière disposition n'est pas la moins extraordinaire du projet; on remarquera en effet que le propriétaire est dépossédé non pas le jour où est promulguée la loi, mais plusieurs années avant.

Le titre II de la proposition traite de l'Office national et de son organisation, il lui transfère le droit d'exploitation, au nom de la nation, de toutes les richesses minérales. Les actionnaires des mines verront capitaliser leurs titres à 5 p. 100 de la moyenne des dividendes perçus au cours des cinq années antérieures au 2 août 1914. Une réserve est d'ailleurs faite pour réduire le chiffre de cette capitalisation dans les entreprises très prospères et pour capitaliser au contraire au prix d'émission dans les entreprises malheureuses.

Le titre III concerne le contrôle de l'Etat; il organise le contrôle parlementaire et soumet les bilans de l'Office national à toutes les règles de la comptabilité publique.

Les trois derniers titres du projet règlent la marche de l'exploitation elle-même. A sa tête est placé un directeur assisté d'un Conseil d'administration. Le salaire est composé de trois éléments, un salaire minimum applicable à tous, une échelle progressive compte tenu des capacités tech-

niques et de la valeur du travail et la répartition d'une part des bénéfices nets. Le projet traite enfin des obligations sociales de l'Office national et des méthodes commerciales à employer pour l'écoulement des produits⁽⁶⁾.

Avant de se prononcer sur une question aussi sérieuse, la Commission de la Chambre tint à ouvrir une vaste enquête. Elle entendit tout d'abord les délégués de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, ceux de la Fédération unitaire, ceux du Comité central des houillères de France et le ministre des Travaux publics. Plusieurs membres de la Commission se rendirent dans la Sarre et dans le bassin de la Moselle pour se rendre compte des conditions d'exploitation des mines de ces régions.

M. Charlot, rapporteur du projet et porte-parole de la Commission, conclut au rejet de la proposition Durafour. Voici quelques-unes des objections d'ordre juridique, financier, économique et social, qui, faites au projet de nationalisation, entraînèrent l'opinion de la Commission⁽⁷⁾.

Elle ne put s'empêcher de remarquer d'abord qu'au point de vue juridique l'article 7 de la loi du 21 avril 1810 est formel et qu'il institue l'exploitant « propriétaire perpétuel ».

Le système de transformation des actions en titres de rente proposé par M. Durafour n'est donc qu'une spoliation déguisée et ne peut être adopté par un Gouvernement respectueux des lois de l'honnêteté.

Si l'Etat juge conforme à l'intérêt général d'acheter les concessions, il doit procéder par l'expropriation pour cause d'utilité publique. Inutile d'insister sur les charges financières très lourdes qui pèseront alors sur une exploitation ainsi endettée.

(6) *Bulletin quotidien*, 27 mars 1925.

(7) *La Journée industrielle*, du vendredi 27 août 1926.

L'Etat pourrait aussi racheter en Bourse les titres de certaines Compagnies. L'opération serait mauvaise. Voici pourquoi :

Aujourd'hui, les valeurs industrielles font prime sur le marché. Les actions de charbonnage, au taux où elles sont cotées en Bourse, rapportent au plus du 4 p. 100. Comme l'Etat n'a pas de capitaux disponibles, il devra en emprunter, et cela à un taux certainement supérieur à 4 p. 100, ce qui constituerait évidemment une erreur ou une faute financière, que pas un Gouvernement ne voudra commettre.

Nous voyons ainsi que les mines nationalisées auront à subir une charge supplémentaire à celle assumée par les exploitants actuels. L'Etat en sera alors réduit à se ratrapper ou sur les salaires, ou sur les prix de vente et fatalement quelqu'un sera sacrifié : si ce n'est pas l'Etat, ce sera le producteur ou le consommateur.

Remarquons enfin que, sur le terrain social, c'est une grosse partie à jouer qu'une organisation plus ou moins indirecte du monopole de l'Etat sur la totalité des mines. Dans le prix de revient du charbon, la main-d'œuvre joue un rôle prépondérant. Les partisans de la nationalisation entendent voir pratiquer par « l'Office national » projeté une politique de hauts salaires et de courtes journées de travail, ce qui absorbera les bénéfices d'exploitation et risque d'entraîner un surenchérissement des prix du charbon.

L'Etat peut-il raisonnablement se lancer dans une entreprise qui ne rémunérera pas ses capitaux et qui grèvera le consommateur ?

Il faut penser enfin à la situation de nos mines nationalisées sur le marché international, car on ne peut espérer, pour le moment du moins, que tous les pays enlèveront à la fois l'exploitation de leurs mines aux compagnies pri-

vées. Une formidable concurrence sera alors déclenchée par les exploitants étrangers contre nos mines. Et ce n'est pas en touchant de hauts salaires pour de courtes journées de travail que les mineurs français pourront résister à cette offensive.

Tels sont les principaux arguments qui entraînèrent le rejet du projet Durafour. On pourrait en ajouter d'autres, en particulier ceux qui condamnent le monopole de l'Etat comme étant en général un mode d'exploitation peu rémunérateur. L'absence d'intérêt, d'initiative et de responsabilité chez les agents de l'Etat le rend peu propre aux entreprises industrielles. Mais nous ne nous appesantirons pas sur ces arguments d'ordre général, que tout le monde connaît.

En somme, l'idée de nationalisation des mines a jusqu'ici échoué en France, comme dans la plupart des autres pays. Il semble que, si une situation économique désastreuse peut entraîner l'Angleterre vers une solution aussi radicale, la bonne gestion de nos compagnies minières doit nous en préserver encore pour longtemps. C'est la sagesse de notre pays de transformer lentement sa législation, par étapes, au fur et à mesure des besoins, comme il le fit en 1919; au contraire de nos voisins de Grande-Bretagne, qui, cantonnés dans le régime suranné des « royalties », se verront obligés de le transformer tout d'un coup.

Il nous paraît intéressant et opportun de terminer ces quelques considérations sur la nationalisation des mines en étudiant l'administration des mines de la Sarre, qui, comme nous le savons, est une administration d'Etat. Elle constitue en quelque sorte une expérience et peut nous donner une idée de la façon dont nous pourrions organiser l'ensemble de notre houillère nationalisée.

§ 4. — L'ADMINISTRATION DE NOS MINES SARROISES.

L'importance du bassin sarrois est comparable à celle du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Il comprend 16 mines, dont 12 étaient avant la guerre des exploitations fiscales prussiennes, 2 des mines fiscales bavaroises, 1 (Hostenbach) appartenait à une société privée prussienne et enfin la dernière (Frankenholz) marchait avec des capitaux en grande partie français. Pour Frankenholz, le Gouvernement français a consenti, le 30 octobre 1920, un contrat d'amodiation à la société tout en restant intéressé aux bénéfices après rémunération des capitaux investis; mais les 13 autres mines sont exploitées directement par l'Etat français.

La gestion de l'exploitation est assurée par un directeur des mines sous l'autorité du ministre des Travaux publics. Celui-ci est assisté d'un Conseil dit « Conseil provisoire des mines de la Sarre », dont les membres sont nommés par lui.

Le directeur général des mines de la Sarre, qui réside à Sarrebruck, a sous ses ordres deux directeurs : le directeur des services techniques et le directeur des services administratifs. Sous les ordres directs du directeur général sont en outre certains services qui par leur nature touchent de très près à la marche générale de l'entreprise et qui par suite doivent recevoir directement l'impulsion de son chef. Ce sont le service du personnel, le service commercial, le service de la prévoyance sociale, le service médical et le service de l'enseignement général.

Chacun des deux directeurs dont nous avons parlé a sous ses ordres un certain nombre de services.

Le directeur des services administratifs dirige le service

des approvisionnements, le service du contentieux et des domaines, le service du contrôle et de la comptabilité générale, le service financier, le service automobile et le service agricole (nos propriétés dans la Sarre comportent deux fermes avec des exploitations d'une certaine importance qui sont un héritage du fisc minier prussien).

A côté de ce directeur se trouvent des ingénieurs en chef; l'un d'eux commande le groupe des usines (centrales électriques, services hydrauliques, cokeries et surveillance générale des appareils à vapeur); un autre dirige le service des études et des constructions; de même d'autres sont à la tête du service des laboratoires, des essais mécaniques, chimiques et physiques, du service ouvrier (salaires, coût de la vie, institutions ouvrières), du service d'informations économiques, du bureau central des géomètres et des écoles de mines.

Le directeur des services techniques a sous ses ordres trois groupes d'inspection : groupes Ouest, Centre et Est. Un groupe correspond à une extraction annuelle de 4 à 6 millions de tonnes. Il comprend quatre inspections, comme au temps de la gestion allemande. Une inspection comprend elle-même deux ou trois sièges d'extraction.

L'inspection n'est pas seulement un groupement technique; c'est aussi une sorte de circonscription territoriale sur laquelle l'Administration a des propriétés, terrains ou maisons, et des intérêts, pour lesquels elle doit avoir des relations avec les autorités locales et la population.

Ainsi nos ingénieurs principaux, successeurs des anciens directeurs d'inspection prussiens, sont, à la tête de ces groupements, les représentants locaux les plus élevés de l'Administration, « ils ont à exercer en plus de leur rôle technique des fonctions administratives complexes qui les ren-

dent, toute proportion gardée, assez comparables à des préfets » (8).

Les ingénieurs principaux ont comme subordonnés immédiats les ingénieurs divisionnaires placés à la tête de chacune de leurs divisions. Ceux-là sont les véritables commandants d'unités et leur rôle est celui que dans toutes les exploitations françaises on donne au chef d'un siège important. Ils sont assistés, comme en France, d'un, deux ou trois ingénieurs de fosse, dont le champ d'action principal est au fond.

Ainsi quatre inspections, huit ou neuf divisions. Voilà ce que commandent ces ingénieurs en chef de groupe.

Chaque groupe possède en outre « un service du jour » directement subordonné à l'ingénieur chef. Ce service comprend en principe trois divisions : la division « atelier et entretien », qui s'occupe du gros entretien et des grosses réparations des machines; la division « bâtiment », qui s'occupe des constructions et la division « des lavoirs », qui surveille au point de vue technique la marche des lavoirs installés sur chaque mine (9).

Ce qui caractérise cette organisation c'est qu'elle est admirablement centralisée et permet de réaliser de grosses économies à cause du fonctionnement parallèle de ses différentes parties, qui constituent de petites entreprises différentes, mais non indépendantes.

En somme, il faut reconnaître très loyalement que cette administration d'Etat n'a pas donné de mauvais résultats. Il ne manque pas de gens, cependant, qui souhaitent que l'exploitation des mines de la Sarre soit confiée à des organismes privés. Il est certain que si l'on rapproche les

(8) *Revue minérale*, 18 févr. 1923.

(9) *Op. cit.*, note précédente.

chiffres de production d'avant guerre avec ceux de notre époque, on est frappé de voir le merveilleux essor des mines françaises dont l'organisation est confiée à des compagnies privées à côté du chiffre de production de nos mines domaniales, qui n'atteint pas encore celui de 1913.

Voici l'opinion de M. de Peyrimhoff : « Ce n'est pas comme mine d'Etat, avec toutes les raideurs et toutes les faiblesses que ce mot comporte, que les mines de la Sarre ont le plus de chance de bien servir la chose publique, et ce n'est pas comme charbon d'Etat extrait, réparti et même placé par les soins d'une Administration irresponsable que sa production sera plus abondante, la plus avantageuse et la plus rémunératrice pour le Trésor ⁽¹⁰⁾.

(10) Supplément au *Bulletin quotidien* du 17 avril 1924.

CONCLUSION

De l'étude à laquelle nous venons de nous livrer, se détachent certaines conclusions qu'il n'est pas inutile de préciser.

Nous avons vu qu'à côté d'une production d'une cinquantaine de millions de tonnes de houille, la France en consomme 75 millions de tonnes environ. Elle demande cet excédent surtout aux mines anglaises et allemandes. Cette situation semble appelée à se transformer au moins dans une certaine mesure. Nos compagnies houillères, en effet, cherchent à développer leur production, et rien n'empêche, sinon des circonstances économiques passagères et qu'une sage politique gouvernementale pourrait modifier, qu'elles atteignent les résultats qu'elles se proposent. Certains de nos charbonnages, notamment les mines de Lens et les houillères de la Haute-Loire, sont encore loin d'extraire le tonnage que leurs exploitants espèrent leur faire rendre dans un délai relativement restreint. Si, comme le demande le Comité central des houillères, intervenait dans la bataille économique que se livrent les différents pays producteurs une politique de relèvement des tarifs douaniers et de dégrèvements fiscaux, nous verrions nos mines de charbon accentuer d'une façon remarquable l'essor qu'elles ont pris après la guerre et que la concurrence étrangère a momentanément arrêté. D'autre part, le déve

loppement de la force hydraulique en France est loin d'être négligeable pour la réduction de nos importations. Les résultats obtenus par l'industrie privée sont déjà très remarquables; un contrôle exercé dans l'intérêt général sur l'attribution de ces forces hydrauliques serait, semble-t-il, très favorable à leur développement.

La multiplicité des applications de l'électricité leur ferait facilement trouver un emploi.

Il n'est guère possible pourtant de prévoir une économie charbonnière française absolument dégagée de ses importations. Mais ici intervient beaucoup plus une question de qualité que de quantité. La rareté de certaines sortes de charbon, par exemple de l'anhracite, dans les gisements français nous obligera toujours à importer certaines catégories de combustibles minéraux.

Si nous envisageons maintenant la lutte que se livrent l'Angleterre et l'Allemagne autour du marché français, il est bien difficile de savoir quel est le pays qui prendra l'avantage. On peut penser cependant que l'Angleterre restera notre grand fournisseur car la question a pour elle plus d'importance que pour l'Allemagne qui pourra toujours envoyer le surplus de sa production en Europe centrale. La situation économique actuelle de l'Angleterre est sans doute rien moins que brillante. Elle demande des solutions radicales et énergiques; mais comment désespérer de ce peuple qui a donné, au cours de son histoire, tant de preuves de son esprit commerçant et pratique.

Le marché du charbon est enfin en relations très étroites avec l'emploi de ce combustible : « A mesure que la science fait des progrès, on annoblit le charbon en lui donnant de nouvelles utilisations, car c'est l'état le plus dégradé pour une matière de n'être susceptible d'emploi que

par la combustion », lisons-nous dans le *Bulletin des valeurs régionales* du 11 décembre 1927. C'est au moyen de cet annoblissement que la houille, actuellement en abondance sur le marché international, redeviendra le précieux combustible qu'il était jusqu'à présent. A mesure que la science lui ravira une partie de ces utilisations en les donnant à des succédanés d'un emploi plus avantageux, elle lui en donnera d'autres plus nobles qui la rendront plus précieuse. Il y a tout lieu de croire que la distillation de la houille réserve à ce combustible un avenir des plus intéressants.

VU : *Le Doyen,*
G. FERRON.

VU, BON A IMPRIMER :
Le Président,
J. BENZACAR.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Bordeaux, le 13 mai 1929.
Le Recteur de l'Académie,
F. DUMAS.

BIBLIOGRAPHIE

A. — *OUVRAGES ET DOCTRINE.*

- BERTHÉLEMY. — Traité de droit administratif, 11^e édit., 1926.
DUGUIT. — Traité de droit constitutionnel, 2^e édit., 1923.
GIDE (Ch.). — Cours d'économie politique, 5^e édit., Paris, 1920.
LEDoux (A.). — Essai sur la nature juridique des concessions minières. Le nouveau régime des mines et la loi du 9 septembre 1919. Thèse Rennes, 1922.
PERRIQUET. — Les contrats de l'Etat.
REBOUD (P.). — Précis d'économie politique. Paris, Librairie Dalloz, 1927.
ROBERT-MULLER (C.). — Le charbon, nos besoins et certains moyens d'y satisfaire.
TRUCHY (H.). — Cours d'économie politique, 2^e édit. Paris, 1927.

B. — *REVUES ET PERIODIQUES.*

- Bulletins quotidiens de la Société d'étude et d'information économique, et suppléments à ces Bulletins.*
Bulletin mensuel du Syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France.
Bulletin des valeurs régionales.
Cahier des Etats généraux.
France et Monde.
L'Atelier.
Le Capital.
L'Echo commercial et industriel de France et des colonies.

L'Europe nouvelle.

L'Information.

La Journée industrielle.

L'Opinion.

La réforme économique.

La Revue des Deux-Mondes.

La Revue minérale.

Sciences et industrie.

Société des Nations. — Publications du Bureau international du
travail. — Etudes et documents.

Le Temps.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
PREMIÈRE PARTIE	
LA MINE FRANÇAISE	
CHAPITRE I. — <i>Les bassins houillers français et leur production.....</i>	10
<i>Section I. — Les bassins houillers français.....</i>	10
<i>Section II. — La production française après la guerre.....</i>	12
§ 1. — La production française depuis la fin de la guerre jusqu'à la reconstruction des mines dévastées.....	13
<i>a) Les mines du Nord et du Pas-de-Calais.....</i>	13
<i>b) L'ensemble des bassins français.....</i>	16
§ 2. — La production charbonnière depuis la remise en état de nos houillères jusqu'à ces derniers temps.....	18
CHAPITRE II. — <i>La nature des charbons français. Leur emploi. Leurs succédanés</i>	23
<i>Section I. — La nature des charbons français.....</i>	23
<i>Section II. — Les transformations de l'emploi des charbons à l'époque moderne.....</i>	30
<i>Section III. — Le charbon et ses concurrents.....</i>	39
CHAPITRE III. — <i>Les facteurs de la production du charbon.....</i>	45
<i>Section I. — La rationalisation ou le perfectionnement tech- nique de l'extraction</i>	45
<i>Section II. — La situation des travailleurs; ses rapports avec le rendement et le profit.. .. .</i>	50
<i>Section III. — L'organisation économique des sociétés houil- lères. Le Comité central des houillères de France. La con- centration et l'intégration dans la mine française.....</i>	59

DEUXIÈME PARTIE

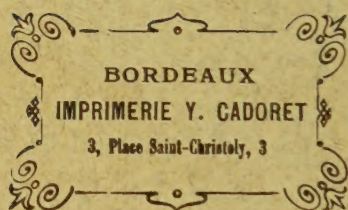
LE MARCHÉ DU CHARBON

CHAPITRE I. — <i>Les mines françaises et le marché international du charbon</i>	71
CHAPITRE II. — <i>Le trafic des charbons de la Sarre</i>	90

TROISIÈME PARTIE

ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION MINIÈRE
EN FRANCE DEPUIS 1810

CHAPITRE I. — <i>La loi du 24 avril 1810</i>	95
CHAPITRE II. — <i>Les lois et la jurisprudence de 1810 à 1919</i>	102
CHAPITRE III. — <i>La loi du 9 septembre 1919</i>	111
§ 1. — <i>Analyse de la loi</i> ,.....	111
§ 2. — <i>Critique de la loi</i>	114
CHAPITRE IV. — <i>Projets de réforme postérieurs à la loi de 1919. La nationalisation des mines en Angleterre, en Allemagne et en France. Exemple d'une administration d'Etat : les mines sarroises</i>	121
§ 1. — <i>Le régime minier anglais. La nationalisation des mines anglaises</i>	122
§ 2. — <i>La nationalisation des mines allemandes</i>	125
§ 3. — <i>La nationalisation des mines françaises</i>	127
§ 4. — <i>L'Administration des mines sarroises</i>	132
CONCLUSION.....	137
BIBLIOGRAPHIE.....	141



BORDEAUX
IMPRIMERIE Y. CADORET
3, Place Saint-Christoly, 3